

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

1917-1937-1957. Qu'avez-vous fait
de la Révolution d'Octobre ?

de Marcel MARTINET

La révolution antitotalitaire

par Paul BARTON

Depuis 1952, y a-t-il eu inflation ?

par Robert LOUZON

Le Congrès des Instituteurs

par DUPERRAY - FOLCHER - BARLET

Reproches au mouvement
syndical français et international

par Roger LAPEYRE

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 421 - Octobre 1957

Quarante ans ont passé.

Qu'avez-vous fait de la Révolution d'Octobre -

Marcel MARTINET

La Révolution antitotalitaire

Paul BARTON

Propos stalinien chez les antistaliniens.

Le Congrès esperantiste de Rotterdam

Clément DELSOL

Notes d'économie et de politique

Depuis 1952 y a-t-il eu inflation ? — Après la Syrie, le Siam ! — Le drame de ce temps

Robert LOUZON

Syndicats d'abord

Louis MERCIER

Le Congrès de Paris du Syndicat National des Instituteurs

DUPERRAY,
FOLCHER, BARLET

Chronique de l'Union des Syndicalistes

Assemblée générale (R.G.).

La réforme de l'Enseignement

L'Ecole primaire libératrice... si elle est émancipée

Roger HAGNAUER

Ce que nous reprochons au mouvement syndical français et international

Roger LAPEYRE

La C.I.S.L., F.O. et l'Algérie

M. CHAUSSE

A travers les livres

« Du bolchevisme », de Michel Collinet (R. H.).

Cercle Zimmerwald : la conférence de H. Rolland sur l'Italie ouvrière.

ENTRE NOUS

Le rappel adressé aux abonnés en retard a prouvé la solidité des liens qui unissent la « R. P. » à ses plus fidèles lecteurs. A quelques très rares exceptions, les anciens ont répondu en s'excusant de leur retard.

Il en est beaucoup qui ont ajouté leur souscription à leur abonnement. Et les plus rouspéteurs sont naturellement les plus empressés à soutenir financièrement la revue.

Peut-être parce qu'ils sont assurés d'y trouver une tribune ouverte à toutes leurs récriminations, à toutes leurs critiques des institutions et des appareils établis.

Il y a tout de même quelque déchet dans les résultats de la « relance ». Beaucoup de négligence sans doute. Il suffira certainement d'un dernier appel pour que la situation soit régularisée.

Sinon, ce ne serait plus de la négligence, mais de la désinvolture. Nous ne disposons pas de ressources extraordinaires permettant de grossir les services gratuits. Ce sont les autres qui payent pour un numéro distribué gratuitement. Ces autres sont heureux de consentir un sacrifice pour la propagande. Mais servir la revue pendant des années à qui le lit par dilettantisme sans être convaincu de sa nécessité — c'est un gaspillage blâmable.

Nous donnerons nos comptes dans le prochain numéro. Le camarade qui se charge de les établir n'a pu — pour raisons de santé — les fournir à temps.

LUCIEN MERAT

Nous avons donné le bon à tirer de ce numéro, nos vingt-quatre pages roulaient... lorsque nous avons reçu une communication dont nous ne pouvons que faire état ici.

Lucien Mérat, professeur agrégé d'allemand, l'un des fondateurs de la Fédération de l'Enseignement vient d'être emporté brusquement par une crise cardiaque.

Il est question de lui dans ce numéro. Par une ironie douloureuse, nous faisons appel à son témoignage de militant syndicaliste chevronné. C'est qu'il était exactement le contraire de ces mandarins dont nous déplorons l'influence. Sa vaste culture ne s'ex-tériorisait que par un humanisme généreux et cordial. Il n'avait rien du « maître » ou du « chef ». Il n'aimait pas s'imposer. Il cherchait les plaisirs simples, rustiques, et préférait à l'artifice des réunions spectaculaires, la naturelle confiance des rencontres amicales. Il ne semblait pas être dominé par la vocation militante. Seule la fermeté de ses convictions déterminait sa patiente et tenace entreprise. Louis Roussel fut l'homme du Syndicat des Instituteurs. Mérat fut l'homme de la Fédération de l'Enseignement. Ces deux ouvriers sont partis discrètement, l'œuvre accomplie.

Il y a cinq ans quelques rares amis se groupaient en un joyeux repas autour de Mérat, qui partait en retraite. Il n'aura pas profité longtemps de sa pension. Il s'en va définitivement à soixante-cinq ans. Son nom n'éveillera que peu d'échos dans la Fédération qu'il a fondée. Il ne s'offenserait pas de cette ingratitude. Au contraire. Ce grand honnête homme, s'il pouvait parler aux amis peu nombreux qui suivront son convoi, s'excuserait de les avoir dérangés pour une affaire personnelle.

R. H.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton

1917 - 1937 - 1957

QUARANTE ANS ONT PASSÉ

1917. — Tournant décisif dans la guerre de 1914-1918. Le massacre de Verdun avait souligné la « stupide horreur » des victoires et des défaites. Les mutineries d'avril beaucoup plus graves qu'on ne l'a dit auraient pu aboutir à une marche révolutionnaire sur Paris.

Dans le mouvement ouvrier et socialiste de France et d'Allemagne, si l'écho des conférences internationales de Zimmerwald et de Kienthal ne se prolongeait qu'en sourdes profondeurs, une majorité velléitaire attendait des initiatives pacifistes. Et dans les hautes sphères politiques, un parti de la « paix blanche » se formait prudemment, autour du nouvel empereur d'Autriche et autour de Joseph Caillaux, chef du parti radical français.

C'est dans un tel climat que se produisit en mars 1917 la chute de l'autocratie russe. De mars à octobre, la guerre hésita à l'Est comme à l'Ouest. Il y eut barrages d'influences. Les militants, les diplomates et les hommes d'affaires de l'Entente ne purent forcer le destin : la bourgeoisie russe, politiquement chétive et vacillante ne put maintenir dans les tranchées un peuple de paysans que « ses jambes » portaient vers les Soviets et vers la Terre. Mais la classe ouvrière russe dont les liaisons avec l'Occident ne s'étaient pas dégagées des querelles de groupes émigrés, ne put exercer de pression efficace sur des peuples intégrés dans de vieilles et solides institutions.

Ce fut la rupture totale. A l'Est, la victoire des bolcheviks et la paix du Brest-Litovsk. A l'Ouest, le jacobinisme jusqu'aboutiste de Clemenceau, l'intervention décisive de l'impérialisme américain, le « diktat » de Versailles. Mais cette rupture prolongea ses effets au delà de la guerre. Sur les ruines et les cadavres laissés par celle-ci, elle éleva le mythe de la Révolution à la fois vengeresse et libératrice. On crut à l'opposition irréductible entre deux mondes, entre deux civilisations. En France, les révolutionnaires conséquents de 1914, foncièrement hostiles à l'Etat bourgeois, les survivants déclassés et révoltés des massacres systématiques, les adolescents nés de la guerre portant « le diable au corps... et à l'esprit » accrochèrent leur char à l'Etoile des Soviets. Logiquement l'esprit internationaliste de Zimmerwald se retrouvait dans l'Octobre russe. Tout aussi logiquement, la Révolution russe devait se prolonger dans une Internationale qui « ferait et serait le genre humain ».

Dès 1921, les plus clairvoyants avaient compris que cette étape était close. A travers les nuées de la légende, le sommet paraissait très proche. Une brutale clarté — sous laquelle s'évanouissaient les nuages brumeux — dessinait la longue route « qui monte en lacets ».

L'Octobre 1917 n'avait réussi que par un concours de circonstances unique et miraculeux : anéantissement des castes féodales, vacance du pouvoir éco-

nomique et politique, union des ouvriers et des paysans sous les uniformes déchirés...

Mais ce que l'on a justement appelé le communisme de guerre, n'était pas la réalisation du socialisme qui supposait deux conditions préalables : l'industrialisation rapide du pays, une libre opposition ouvrière là où la gestion ouvrière directe se révélait impossible. La solidarité efficace des prolétaires d'Europe et d'Amérique exigeait alors la renaissance d'une véritable Internationale ouvrière, liquidant brutalement l'héritage de la guerre et de la victoire militaire, soutenant Moscou socialiste contre les Etats capitalistes — mais capable aussi de soutenir la classe ouvrière russe contre l'arbitraire de l'Etat même socialiste de Moscou.

Depuis la mort de Lénine en 1924, le bolchevisme russe s'est engagé dans une direction diamétralement opposée. Il a suffi aux fondateurs de la « Révolution prolétarienne » de demeurer fidèles aux valeurs fondamentales déterminant leur action militante avant 1914, en 1919, en 1921, pour rompre avec l'Internationale bolchevisée puis avec Moscou stalinisé.

Mais on a pu croire pendant longtemps que la dictature stalinienne, par ses méthodes de terreur en U.R.S.S., de corruption et d'asservissement dans l'Internationale, se justifiait par l'ambition de préserver l'héritage d'octobre 1917, même si celui-ci ne gardait qu'une valeur symbolique... ou potentielle.

Depuis vingt ans, depuis les procès de Moscou de 1936 et de 1937, cette illusion, que nous n'avions jamais partagée, ne peut même plus servir d'alibi. En reproduisant l'article de Marcel Martinet paru dans la R.P. de septembre 1936, nous entendons non pas commémorer des gestes passés, fleurir des tombes — mais nous situer actuellement et éclaircir le présent et l'avenir.

Le pouvoir de Staline et de ses successeurs s'est édifié sur l'anéantissement de l'héritage d'Octobre 1917, c'est-à-dire de toutes les conquêtes ouvrières de la Révolution russe.

La R.P. n'a jamais voulu imposer de doctrine révolutionnaire. Elle laisse aux militants ouvriers la liberté de déterminer les moyens de lutter contre l'exploitation capitaliste. Mais, née de la volonté de préserver la liberté du mouvement ouvrier, organe de la Résistance internationale contre les oppressions politiques — qu'elles soient réactionnaires, militaristes, colonialistes, nationalistes ou totalitaires — elle se maintient par une hostilité intransigeante à l'égard de tous les agents de ces oppressions, conscients ou non, politiciens bourgeois ou leaders ouvriers. La flamme révolutionnaire d'Octobre 1917, brûlait chez les grévistes de Vorkuta, les combattants aux bras nus de Berlin-Est en 1953, les héros de Poznan et de Budapest en 1956.

La Révolution aujourd'hui c'est d'abord la liquidation de l'Ordre de Moscou.

L'ARTICLE DE MARCEL MARTINET →

Qu'avez-vous fait, de la Révolution d'Octobre ?

Alors que toutes les pensées se tournaient vers la lutte héroïque du prolétariat espagnol, le monde a appris avec stupeur la brusque mise en scène, l'incroyable déroulement et la conclusion de ce qu'on a nommé le « procès » de Moscou. L'affaire a été bâclée en quelques jours. En fait, elle commence à peine et ses suites ne seront pas liquidées de sitôt.

Devant l'incendie du Reichstag et le procès de Leipzig, devant le massacre des premiers compagnons d'Hitler dans la nuit du 30 juin 1934, tous les révolutionnaires du monde ont été saisis de dégoût. Mais l'abjection fasciste ne les surprenait pas, surtout elle ne les atteignait pas : elle les justifiait.

Devant l'affaire de Moscou, la réaction révolutionnaire est aussi de stupeur et de dégoût, mais elle s'accompagne de honte. Car cette sanglante bouffonnerie politicienne a été machinée au pays de la Révolution d'Octobre, par des exécutants qui se donnent pour les pionniers du socialisme dans le monde. Tous les hommes sentent confusément qu'un pas de plus vient d'être fait dans l'avalissement où l'humanité risque de s'enfoncer depuis 1914.

Que savons-nous de l'affaire ?

Ce qu'il a pu à la presse russe — c'est-à-dire au gouvernement russe — d'en faire connaître. Et la présentation des inculpés s'est d'abord opérée comme une entrée de clowns, à la fois minutieusement réglée et apparemment improvisée. L'art des belles présentations est un art russe et c'est aussi un art policier.

Les plus marquants d'entre eux, Zinoviev, Kamenev, avaient déjà été « jugés » et condamnés, au procès déjà scandaleux qui avait suivi le meurtre de Kirov, en décembre 1934. Toute possibilité d'une action politique quelconque leur était retirée depuis lors. C'est pourtant des « crimes » pour lesquels ils avaient été déjà condamnés qu'ils répondaient à nouveau. Et les condamnations à mort, que les accusés eux-mêmes ont réclamées avec une unanimité étrange, sont intervenues automatiquement, et les exécutions leur ont succédé sans délai, dans un étrange mystère.

Voilà tout ce qu'on sait.

Au lendemain du procès Kirov, Romain Rolland, comparant avec les guillotines de 93, admirait la grandeur d'âme des dirigeants qui se contentaient — plus de quinze années après la prise du pouvoir — d'exécuter en vrac quelques douzaines de comparses, d'en expédier quelques milliers en Sibérie, et d'isoler pour un temps les principaux « coupables » — les coupables moraux !

Aujourd'hui ce sont ces mêmes « coupables » qui sont exécutés, et pour les mêmes « crimes ». Et ces hommes furent les compagnons et les amis de Lénine, les chefs de la révolution militante, les organisateurs de l'Internationale Communiste. Sauf le vieux qui est mort, sauf l'autre vieux, imprudemment jeté au tombeau peu sûr de la proscription, et sauf un troisième, l'Unique, qui est triomphant, — toute la vieille garde est là : fusillée par le régime dont elle a forgé la victoire... Ainsi les fondateurs de la Révolution étaient capables des pires crimes, associés aux pires ennemis de la Révolution, dans le seul but de détruire les conquêtes de la Révolution ?

Quelle singulière monstruosité collective ! Ou alors... ?

Mais il y a les preuves ! Le gouvernement russe et ses employés nous répètent, avec une insistance dans l'imprécation qui dissimule mal l'inquiétude et l'angoisse, qu'elles sont accablantes. Cependant, malgré toutes les ressources d'une police experte, pas un document, pas un fait... Alors ? Quelles preuves ? — Une seule, mais il est vrai qu'elle est de taille, probablement unique dans les annales du crime : les « aveux », stéréotypés et frénétiques, de ces accusés exemplaires, de ces monstres qui ajoutent à la monstruosité de leurs crimes la monstruosité plus effarante de tels aveux.

C'est trop beau. Nous ne défendons pas ces condamnés modèles qui, sans leur furieuse ardeur à se déshonorer eux-mêmes, auraient fait s'écrouler l'accusation. Nous ne les défendons pas. Dans la lourde atmosphère où ils ont accepté de jouer leur rôle, ils se sont ensevelis eux-mêmes dans le mépris de l'histoire... Danton était sans doute un aventurier et Robespierre un pur révolutionnaire. Mais, quand Robespierre envoyait Danton à l'échafaud, Danton ne courait pas à la mort en criant : « Le grand Robespierre a raison ! » — il écumait de rage et d'appels à la vengeance. Ici nous comprenons. Mais nous ne comprenons pas l'histoire comme on la fabrique aujourd'hui à Moscou. Les collaborateurs de l'*Humanité* qui crachent sur les cadavres ont beau se battre les flancs. Ils n'expliquent rien parce qu'ils ne peuvent rien expliquer.

Cependant, une ligne générale se dégage clairement. Ceux qu'on vient de fusiller ont longtemps pratiqué la politique manœuvrière à laquelle ils succombent en semblant l'approuver encore. D'abdication en abdication, ils sont tombés jusqu'à cette lâcheté ou à cette lassitude suprêmes. Après quelles tractations, quelles mystérieuses promesses ? et comment sont-ils morts ? Là encore tout est sombre... Mais ces hommes furent de grands révolutionnaires et continuaient à incarner le souvenir d'Octobre, — et c'est cela qui est clair. Et la clarté augmente lorsque sur le charnier on voit rester le seul Staline, l'ancien terroriste — authentique, celui-là —, le Géorgien secret, le Maître de l'Etat russe qui, six mois après le meurtre de Kirov, « comprenait et approuvait » les mesures de défense capitaliste du renégat Pierre Laval, les mesures qui se trouvaient en même temps protéger l'Etat russe. L'opération que constitua le procès de Moscou, nous n'en distinguons pas nettement les raisons immédiates et le détail, mais sa signification, nous pouvons la discerner clairement : c'est une étape décisive vers la fascisation de l'Etat né de l'héroïsme des combattants d'Octobre. Et, nous tournant vers les auteurs et les complices, nous leur posons la seule question valable pour les révolutionnaires prolétariens :

Qu'avez-vous fait de la Révolution d'Octobre ?

L'ensemble s'éclaire d'une lumière plus accablante encore quand on considère que ce n'est pas terminé, que les arrestations et les suicides continuent au cœur même de l'appareil stalinien comme si l'on voulait éliminer physiquement toute la vieille génération, — et que tout est centré autour de la personne, autour du fantôme de Trotski.

Rayé de l'histoire officielle par une impudente falsification de la réalité, exilé, pourchassé, isolé, malade, le diable demeure terriblement vivant malgré tous les efforts, toutes les calomnies, tous les complots et tous les pièges. Et, tant qu'il est vivant, la tradition d'Octobre demeure malgré tout terriblement vivante. En dehors même de la lutte pour laquelle il est toujours prêt, le vieil insurgé, qu'on n'a pas osé détruire quand on le tenait, demeure un symbole insupportable et, pour beaucoup, en Russie et dans tout l'univers, le visage même de leur remords.

Il importe donc qu'il disparaisse au plus tôt. Si l'on ne parvient pas à le supprimer physiquement, il faut au moins l'annihiler moralement. Ceux qui méprisent bien les hommes croient que le mensonge le plus grossier, le plus grotesque, ils pourront le faire passer pour la vérité à condition seulement de le soutenir avec assez d'effronterie. Et pourquoi pas la bouffonnerie la plus énorme ? Pourquoi pas Trotski, le créateur de l'armée rouge, l'organisateur de la victoire, pourquoi pas Trotski agent de la Gestapo hitlérienne ? Evidemment il n'est pas question, pour les fabricants d'une telle imbécile infamie, d'y apporter le moindre crédit. Il s'agit seulement de la hurler avec des voix si résolues que les prolétaires n'aient pas l'audace de la mettre en doute ; et alors elle sera vraie. C'est ainsi qu'on a lu, jour après jour, les déclarations, articles, confessions, des inculpés d'abord et ensuite de tous ceux qui étaient suspects ou qui risquaient d'être suspectés, répétant inlassablement la leçon injurieuse et monotone : « C'est Lui, c'est Lui, c'est Lui ! » — les anciens amis se distinguant seulement par de plus bas outrages et par un ton plus cafard de repentis professionnels d'Armée du Salut.

Nous ne sommes pas politiquement des trotskistes. Mais cette obsession du trotskisme, qui a dominé et qui continue à dominer l'affaire, signe l'opération et en révèle le sens exact : il faut détruire ce qui demeure d'Octobre, sauf l'idolâtrie pétrifiée.

Celle-ci, on la conserve religieusement, car elle est déjà la mort et la pourriture de l'esprit révolutionnaire. Mais si Lénine ressuscitait, qui s'était permis dans son « Testament » de conseiller qu'on remplace Staline au secrétariat du parti par « quelqu'un de plus patient, de plus loyal, de plus poli et de plus soucieux des camarades, de moins capricieux aussi... », Lénine ne mériterait évidemment que les honneurs d'une charrette particulière. Cependant, puisqu'il est heureusement disparu et qu'on détient les clefs de son mausolée, c'est contre l'autre mainteneur de la tradition d'Octobre qu'il faut masser les coups, c'est Trotski qu'il faut abattre. Et ce qu'il faut abattre dans la figure symbolique de Trotski, c'est, nous le répétons, ce qui s'oppose encore à la fascisation de l'Etat russe.

« La Révolution russe se défend », imprimait l'Humanité en caractères d'affiches. Non, et quand la Révolution reprendra là-bas force et vie, elle se défendra par d'autres moyens. Mais l'Etat qui est né d'elle se défend, en effet. Nous qui ne sommes pas attachés au nationalisme du pays où nous sommes nés, nous qui « n'aimons pas notre patrie » — parce que nous savons qu'aimer sa patrie, à l'époque actuelle, c'est aimer et aider les maîtres qui exploitent leur peuple, qui l'excitent contre les autres peuples, qui l'empêchent de s'émanciper —, nous qui ne sommes attachés qu'à l'émancipation de la classe ouvrière internationale, nous dénonçons l'odieuse comédie du procès de Moscou comme la trahison de la Révolution.

Nous dénonçons encore une autre manœuvre, directement dirigée contre le prolétariat de ce pays.

Tous les complices de l'opération à laquelle vient de procéder la bureaucratie stalinienne répètent infatigablement les mêmes injures, les mêmes menaces contre quiconque hésite à glorifier les fusillades de Moscou : un intensif bourrage de crânes doit amener les travailleurs français à renoncer à penser par eux-mêmes, les persuader que le catéchisme est sacré et que, s'ils s'en écartent d'une seule ligne, d'un seul mot, ils deviendront aussitôt des renégats et des traîtres. Le procédé publicitaire pour la propagation du conformisme n'est pas inventé d'hier. Il est malheureusement de plus en plus employé, avec une efficacité de plus en plus redoutable.

D'honnêtes camarades ainsi suggestionnés craignent sans doute, s'ils bronchent, de tomber automatiquement dans le camp de la contre-révolution. Nous leur disons seulement :

« Jusqu'où descendrez-vous ? C'est dès aujourd'hui que vous travaillez, en fait, contre la révolution sociale. Vous voilà au point où les socialistes félon, les anarchistes de défense nationale, les syndicalistes d'union sacrée étaient tombés au lendemain de la déclaration de guerre, en août 1914. Ceux-là, du moins, avaient attendu, pour se renier, que la guerre ait emporté toutes les digues. Où serez-vous demain ? »

Mais aux chefs à tout faire qui chloroforment le prolétariat, nous devons parler autrement : « Votre tactique d'intimidation, d'enthousiasme de troupeau et de mensonge par persuasion, nous la connaissons : elle est la méthode même et l'A B C du fascisme. Et elle est la négation directe de la révolution ouvrière. Pour instituer une société d'hommes libres, la révolution ne s'adresse qu'à la conscience et à la volonté réfléchie de l'homme, elle ne commence pas par transformer ses militants en esclaves.

Votre « grande politique » où d'imbéciles flatteries s'assaisonnent de sourdes menaces, cette égoïste fourberie, héritée des politiciers bourgeois, ne nous effraie ni ne nous trouble. Vous dites que nous nous rencontrons dans nos critiques avec un Doriot ? La canaillerie de cet aventurier, formé et corrompu à votre école, ne tient pas aux arguments qu'il utilise, mais à l'usage qu'il en fait : ainsi il reste de votre famille, gardez-le. C'est nous qui vous méprisons. C'est nous qui dénonçons en vous les fossoyeurs de la révolution sociale. »

Mais les fossoyeurs disparaîtront et la révolution sociale s'accomplira. Nous savons que nous sommes peu nombreux. Quelques-uns d'entre nous ont lutté dès août 1914 contre la guerre impérialiste ; ils étaient alors moins nombreux et plus faibles que nous ne le sommes aujourd'hui. Pourtant ils n'ont pas désespéré et ils ont vu Zimmerwald, la Révolution d'Octobre et le réveil des hommes. Fidèles à la Révolution d'Octobre, nous pouvons nous sentir aujourd'hui déshonorés par des parodies funèbres qui osent se réclamer d'elle : nous ne désespérons aucunement. La justice prolétarienne, la liberté humaine ne succomberont pas à des commérages de gendeleurs vaniteux, à des manœuvres de politiciens sans scrupules. Mais pour que l'émancipation ouvrière s'accomplisse sur la déroute du vieux monde, c'est nous qui opposons aujourd'hui à ces manœuvriers et à ces menteurs notre accusation sans merci :

Qu'avez-vous fait de la Révolution d'Octobre ?

Marcel MARTINET.

(« R. P. » de septembre 1937).

LA REVOLUTION ANTITOTALITAIRE

Mai 1953, grève insurrectionnelle dans les camps de concentration de la région de Norilsk, à l'extrémité nord-ouest de la Sibérie orientale ; au camp numéro 3 de ce complexe, les mutins résistent jusqu'au 11 août.

Début juin 1953, manifestations ouvrières à Pilsen, à Ostrava et dans d'autres centres industriels de Tchécoslovaquie.

17 juin 1953, soulèvement de l'Allemagne de l'Est.

Juillet 1953, grève dans les camps de Vorkouta, au nord de la Russie d'Europe.

Mai 1954, insurrection dans les camps de Kinguir, au Kazakhstan.

28 juin 1956, soulèvement ouvrier à Poznan.

23 octobre 1956, déclenchement de la révolution hongroise.

Cette liste n'englobe pas de nombreux événements de moindre envergure, tels la mutinerie paysanne en Slovaquie orientale du printemps 1953, la seconde grève de Vorkouta de l'été 1955, les troubles en Asie centrale de l'automne de la même année, les incidents sanglants de Tiflis de mars 1956 et ceux de Kiev de décembre 1956, ou les récentes grèves et manifestations des tramotins de Lodz. Mais la simple énumération des plus grandes explosions auxquelles nous avons assisté dans le monde soviétique au cours des dernières années suffit à démontrer que nous avons affaire non pas à quelques incidents sans lendemain, mais bien à une véritable révolution.

NORILSK — VORKOUTA — KINGUIR

Aucun de ces soulèvements et révoltes ne part du néant. Contrairement à ce que l'on pourrait croire parfois en les observant de loin, ils constituent à chaque fois l'aboutissement d'un long processus de maturation, souvent difficile à discerner parce que se développant dans la clandestinité et caché au monde extérieur par une véritable conspiration du silence.

Les grèves insurrectionnelles qui devaient porter un coup sévère au système concentrationnaire en U.R.S.S. furent précédées d'une prodigieuse fermentation de la résistance dans les camps. Dès 1950-1951, et plus encore à partir de 1952, on vit naître de nombreux réseaux clandestins, qui s'appliquaient à grouper en communauté solide des détenus appartenant à la même nationalité, à mettre hors d'état de nuire les « moutons » à l'intérieur de chaque groupe national, à diffuser les informations, à animer des discussions politiques, à briser la dictature exercée par des criminels de droit commun et à mener une action revendicative de tous les jours.

Et, dans une large mesure, ce déploiement des activités « souterraines » dans les camps ne fit que refléter la recrudescence de la résistance dans le même pays. Parmi les nouveaux détenus, on trouvait, en effet, un pourcentage sans cesse croissant d'anciens partisans ukrainiens, baltes, polonais et même russes, d'étudiants et de membres de l'intelligentsia ayant participé à des cercles de discussion clandestins, bref, d'hommes déjà munis d'un certain savoir faire en fait d'organisation secrète et décidés à poursuivre leur lutte après même être tombés entre les mains de la police.

D'autre part, la résistance derrière les barbelés reflétait celle qui se manifestait en dehors de ceux-ci en ce qu'elle jouissait de nombreuses complicités dans la population libre des environs. Les mutins rebranchés dans le camp numéro 3 de Norilsk furent ravitaillés en fraude par la population de la ville.

Les liaisons entre différents camps d'une région furent entretenues par des travailleurs non détenus qui rencontraient les bagnards sur le lieu de travail ou qui venaient au camp avec les camions apportant nourriture, matières premières, outils, etc. Les cheminots desservant des voies ferrées qui traversent les zones concentrationnaires tinrent les prisonniers au courant de ce qui se passait dans d'autres régions du pays ; c'est ainsi qu'en avril 1953 ils amenèrent à Vorkouta un tract imprimé qui avait circulé à Moscou, signé par « l'opposition léniniste dans le Parti ».

On ne saurait trop insister sur le rôle de ces activités clandestines dans les camps lorsqu'il s'agit de rechercher les origines des soulèvements. Ce sont elles qui inspirèrent au forçat un nouvel esprit combattif en lui révélant sa propre force et en lui faisant apparaître par là même une lueur d'espoir. En même temps, à travers les diverses activités, les hommes les mieux capables d'organiser le combat acquirent peu à peu, aux yeux de leurs codétenus, l'autorité nécessaire pour pouvoir s'acquitter de cette tâche au moment critique.

PILSEN

En Tchécoslovaquie, les grèves et manifestations consécutives à la réforme monétaire du 30 mai 1953 furent précédées d'une longue période d'accroissement presque ininterrompu de la résistance dans les usines. Mieux encore, au cours de ce processus, celle-ci changea pour ainsi dire de qualité en passant de l'autodéfense individuelle à la lutte collective ; des tentatives de tourner et d'éluder les mesures officielles, aux formes classiques de lutte ouvrière ; action revendicative, grève, protestation collective ; de la lutte menée dans les limites de l'atelier ou de l'usine, aux actions entreprises à l'échelle nationale ; des escarmouches fortuites et dispersées, à un mouvement méthodique ; des formes camouflées, aux manifestations ouvertes ; de la masse anonyme et amorphe, à la formation de nouveaux cadres militants. Les points culminants de cette évolution furent atteints dans le ralentissement spectaculaire du travail qui paralysa la production de l'ensemble des charbonnages du pays pendant plusieurs semaines à l'automne 1950 et dans la manifestation en novembre 1951, qui rassembla sur la place principale de Brno des dizaines de milliers d'ouvriers en grève pour protester contre une réduction de salaires.

Pendant les derniers mois avant la grande explosion, la classe ouvrière du pays, à plusieurs reprises décapitée au cours des quinze années précédentes, retrouva dans ses propres rangs toute une nouvelle équipe de militants susceptibles de la mener dans son pénible combat. C'est ainsi qu'éclate, fin 1952, l'affaire Adolf Zidek. Il s'agit du président du comité syndical des forges Stalingrad de Liskovec, usine qui, sous son ancien nom de Karlova Hut, s'était inscrite dans l'histoire du mouvement ouvrier tchécoslovaque comme un de ses principaux remparts :

Au moment de son entrée en fonction, Zidek était un militant communiste à toute épreuve. Mais, sous l'influence des doléances ouvrières qu'il était censé repousser au nom de la fiction de dictature du prolétariat, il finit par devenir un porte-parole fidèle de ses camarades de travail. Lorsque la police arrêta un travailleur de son usine, Zidek alla dire au Parquet que les ouvriers feraient grève si leur camarade n'était pas libéré. Au maire qui n'avait pas assuré l'approvisionnement de la cité ouvrière, il promit de venir avec les ouvriers en camions à la mairie « ar-

ranger les choses ». Toutes les tentatives de la cellule du parti pour tirer les ficelles du comité syndical se heurtèrent à une opposition irréductible du président qui disait tout simplement que ce comité avait été mandaté par les ouvriers et non par la cellule. Lorsqu'on exerçait sur lui des pressions pour l'amener à défendre une mesure antiouvrière, il s'écriait : « Moi, je suis le représentant des milliers d'esclaves de cette usine ! » Par décision des instances supérieures des syndicats officiels, Adolf Zidek fut relevé de ses fonctions de président du comité syndical des forges Stalingrad et de membre du conseil syndical régional, « pour avoir commis des erreurs d'opportuniste ». Or, les ouvriers de son usine, invités à donner après coup leur approbation à ces sanctions, s'y refusèrent en déclarant qu'ils ne décelaient aucun élément d'opportunisme dans l'action de leur président.

Un cas analogue se produisit à la même époque dans la grande usine d'automobiles Tatra à Kopřivnice où le président du comité syndical fut exclu du parti et destitué de sa fonction pour être devenu le « porte-parole de l'état d'esprit et de l'opinion opportunistes » et avoir pratiqué une « politique visant à capter la popularité ».

Une autre affaire encore fut signalée en mars 1953 dans une mine de Silésie. Ici, le président du comité syndical s'opposa avec la dernière énergie à une décision du directeur général enjoignant à près d'une moitié des techniciens de cette mine de payer de leur propre poche des tarifs de salaire surclassés. Vint ensuite une assemblée houleuse devant laquelle le directeur général et les représentants du comité régional des mineurs devaient expliquer au personnel toute une série de nouvelles mesures mettant en péril le niveau des salaires. Les orateurs, à peine commencèrent-ils à parler, se virent réduits au silence. La tribune fut prise d'assaut par des porte-parole authentiques des travailleurs et ceux-ci, après une discussion passionnée, désignèrent une délégation pour aller protester dans la capitale. Le président du comité syndical de la mine, le même qui avait eu le conflit avec le directeur général à propos des tarifs surclassés, se vit reprocher de ne pas avoir pris la défense des orateurs officiels. Il répondit avec simplicité : « Moi, je suis toujours du côté des mineurs. »

BERLIN-EST

Un tableau à tous égards comparable apparaît lorsqu'on étudie ce qui précéda le 17 juin 1953 en Allemagne de l'Est. Les révoltes ouvrières qui défilerent sur le pays ce jour-là apparaissent comme un produit d'une évolution de longue haleine : en 1948, dissolution des conseils syndicaux d'établissement, pour la plupart animés par des militants des syndicats libres avant 1933 ; apparition, au sein des syndicats officiels, d'un puissant courant se réclamant du syndicalisme pur, par opposition au syndicalisme commandé par le parti ; en 1951, pendant plusieurs mois, grand conflit dans les usines à propos des nouvelles conventions collectives aggravant les conditions du travail ; prise d'assaut, le 16 août 1951, de la prison et du quartier général de la police de Saalfeld par les travailleurs des mines d'uranium pour libérer un groupe d'ouvriers qui venaient d'être arrêtés.

A l'approche du 17 juin, on vit surgir, de même qu'en Tchécoslovaquie, un nombre considérable de militants de grande valeur qui gagnaient rapidement la confiance et l'estime de leur entourage en sachant mieux formuler que les autres les revendications de tous et en faisant preuve, dans les conflits sociaux qui pullulaient alors, d'un courage civique remarquable. Dès le début de l'année 1953, une lutte farouche fut menée dans les usines entre le gouvernement décidé à réduire considérablement les temps

accordés aux travaux rémunérés à la pièce et les ouvriers, tout aussi résolus à ne pas admettre cet attentat contre les salaires. Le pays vit à cette époque de nombreuses assemblées ouvrières houleuses et en maints endroits le conflit aboutit à l'arrêt collectif du travail. Au cours des deux derniers mois avant le 17 juin, le nombre de grèves alla croissant. Parmi les cas les plus importants d'entreprises immobilisées, on peut citer les suivantes : « Puits du Progrès » appartenant aux mines de cuivre de Mansfeld, le 10 avril ; usine de rayonne de Premnitz, le 28 avril ; usine de machines-outils de Berlin, Krautstrasse, et sa filiale de Marzahn, le 6 mai ; entreprise Femag et Finsterwalde, le 27 mai ; entreprise nationale Gese-lan de Fuerstenwalde, le 27 mai ; usine d'appareils électriques Kjellberg de Finsterwalde, le 28 mai ; un département de l'usine de construction du matériel ferroviaire de Treptow, le 29 mai ; L.E.W.-Daimler de Hennigsdorf, le 30 mai ; Nagema, usine de réfrigérateurs de Chemnitz, le 3 juin ; l'usine de tôles de blindage appartenant à la Société anonyme soviétique Krauthelm de Chemnitz, le 3 juin.

C'est à travers ces conflits que se forment, au sein même de la classe ouvrière, les futurs cadres dirigeants du soulèvement. Citons quelques exemples.

A une conférence des délégués du personnel de l'industrie chimique, tenue à Halle au mois de mai, un représentant des ouvriers de l'entreprise Elektrochemischer Kombinat Bitterfeld prit la parole pour attaquer le principe même de relèvement des normes du rendement.

Elevant sa voix contre ce même principe à l'assemblée du personnel d'une imprimerie de Leipzig, un ouvrier parla de la nécessité de faire triompher dans le parti le « vieil esprit des travailleurs du Livre » et déclara que les militants du parti n'étaient que des « receveurs d'ordres ». Un autre syndicaliste s'écria au cours de cette réunion : « Il faut d'abord avoir de vraies élections pour que les camarades qui défendent maintenant les décisions (relatives au relèvement des normes) se rendent compte où ils en sont venus avec leur parti. »

Le 16 avril, à l'assemblée du personnel de la centrale électrique Zeitz, un ouvrier prononça les paroles suivantes : « Camarades, c'est une honte pour les ouvriers de voir ce qui se passe à présent dans notre pays. Soixante-dix ans après la mort de Karl Marx, nous devons encore discuter au sujet de nos besoins vitaux les plus élémentaires. Si Karl Marx s'en doutait, il s'agitait dans sa tombe. Ici, il ne peut y avoir qu'une seule suggestion, celle-ci : Revenons au sens commun ! ». Et un autre ouvrier de s'exclamer à la même réunion : « Nous voulons vivre comme des êtres humains, nous ne demandons pas davantage. »

Dans l'usine de constructions mécaniques de Berlin-Lichtenberg, un serrurier annonça sa démission du comité syndical d'établissement en déclarant qu'il ne pouvait pas soutenir la réduction des temps. « Ils doivent, eux, baisser d'abord les prix ; c'est alors seulement que nous relèverons nos normes. »

Pour apprécier le rôle joué dans les événements du 17 juin par ceux qui devinrent des hommes de confiance de leurs camarades de travail au cours des luttes précédentes, il suffit de lire le récit suivant d'un ouvrier de Brandenburg (ce texte fut reproduit par Joachim G. Leithheuser dans la revue « Der Monat », octobre 1953) :

« Le soir du 16 juin nous avons appris par RIAS (la radio américaine de Berlin-Ouest) le soulèvement de Berlin. Ma famille pouvait à peine y croire, nous étions pleins d'attente. A l'usine, tout le monde parlait de ce que nous avions entendu dans les émissions de RIAS. Des groupes se formaient un peu partout, les ouvriers se demandaient si notre usine ne devrait pas faire, elle aussi, la grève. Personne n'osait encore dire : « Nous voulons débrayer. »

« Nous avons travaillé depuis environ une demi-heure lorsqu'un collègue que nous ne connaissions pas a répondu à la nouvelle que les ouvriers du bâtiment employés à l'aciérie étaient en grève et se trouvaient déjà en route vers le centre de la ville. L'idée que nous pourrions rater l'occasion ou arriver trop tard nous a remplis d'émotion. De toute manière, nous étions encore un peu sceptiques puisque l'homme qui avait apporté la nouvelle ne travaillait pas depuis longtemps dans notre usine et que trop souvent nous avions fait une mauvaise expérience avec les gens allant de groupe en groupe pour glisser des slogans à l'oreille. Il y avait souvent des mouchards parmi eux.

« Nous nous sommes consultés sur ce qu'il fallait faire et avons décidé d'envoyer un des nôtres à l'aciérie pour voir de quoi il retournait là-bas. Un peu plus tard, cet homme est revenu et a tout confirmé. Les rues étaient pleines d'ouvriers, a-t-il dit, et tout le monde marchait vers la ville. Avec quelques camarades de travail auxquels je faisais particulièrement confiance, nous avons décidé de faire « mûrir » les autres. Pour commencer, nous nous sommes répartis entre les ateliers et avons commencé à parler à des ouvriers que nous savions suffisamment courageux pour se faire l'écho du mot d'ordre de grève. Au bout d'une demi-heure, nous pouvions être sûrs que nos paroles circulaient partout.

« C'est alors que nous avons, deux de mes amis et moi-même, arrêté nos machines. Cela devait se voir tout de suite, car c'étaient de grosses machines qui restaient en marche pendant tout le poste de travail. Nous avons ramassé bruyamment nos outils et les avons jetés sur la table du magasinier. Les collègues ont compris le signal et en ont tous fait autant, les uns après les autres. Quelques-uns, qui continuaient encore de travailler, ont été sommés d'arrêter. Au bout de quelques minutes, personne ne se trouvait plus dans l'atelier mécanique. Nous nous sommes rassemblés dans la cour et l'on s'est mis à discuter rudement. Certains ne pouvaient pas encore croire la nouvelle ; c'était trop beau pour être vrai. D'autres voulaient foncer tout de suite, pour ne pas louper le coup. Mais nous voulions entraîner tout le personnel.

« Dans l'intervalle, on a vu arriver les « camarades » et les responsables, avec le chef d'entreprise. Ils ont demandé ce qui se passait. « Vous devez mieux savoir que nous ce qu'il y a », a été notre réponse. « Pourriez-vous nous dire ce qui arrive dans l'aciérie ? », a demandé un des nôtres aux « camarades », tandis qu'un autre criait : « L'aciérie est en grève ». A ce moment, les « camarades » savaient tout d'un coup de quoi il s'agissait. L'un d'eux a répondu : « L'aciérie n'est pas en grève, elle fait une manifestation. D'ailleurs, tous les ouvriers de l'aciérie ne manifestent pas, ce sont seulement les travailleurs du bâtiment, et ils font une manifestation pour réclamer les salaires appartenant à la zone de la catégorie A. » Et nous de déclarer : « Fort bien, dans ce cas nous manifesterons aussi pour être payés comme appartenant à la zone A. » Une longue discussion s'en est suivie et les responsables ont essayé de nous convaincre de rédiger nos revendications par écrit et de les confier au chef d'entreprise pour communication à qui de droit. Nos demandes étaient parfaitement justes et seraient certainement prises en considération, a déclaré le représentant du comité syndical d'entreprise, fidèle à la ligne. On a ainsi discuté pendant une demi-heure. Finalement, un collègue a proposé de voter pour savoir si l'on manifeste ou si l'on travaille. Le porte-parole du comité syndical, qui avait encore l'air de dominer l'assemblée, a formulé : « Qui est d'accord pour fixer les revendications par écrit et reprendre le travail ? » Personne, pas même les « camarades »,

n'a levé la main. Un éclat de rire bruyant. Quelqu'un dans la foule a crié : « L'autre proposition ! » L'homme du comité syndical s'est vu maintenant obligé de soumettre aussi au vote cette proposition. Environ 90 pour cent ont levé la main. On a fait voter « contre » et personne n'a réagi. « Ce sera le plus beau jour de ma vie », a dit quelqu'un à côté de moi. »

POZNAN

L'historique de la lutte ouvrière en Pologne qui aboutit au soulèvement de Poznan est un peu différent. De tous les pays satellites, la Pologne fut la première qui vit la classe salariée entrer en conflit ouvert avec le régime établi : une vague de grèves déferla sur presque toute l'industrie polonaise en 1947, avant même que la dictature totalitaire ne prit sa forme définitive, telle qu'elle est caractérisée, sur le plan ouvrier, par l'absorption du parti socialiste et par la mise au pas complète des syndicats. Cette circonstance eut pour résultat d'amener le pouvoir à régler les problèmes ouvriers beaucoup plus par la répression pure qu'au moyen d'un savant dosage de pression, de chantage, de corruption et d'arguments fallacieux. De même, la transformation définitive des syndicats en instrument de l'oppression et de l'exploitation de la main-d'œuvre fut entreprise dans ce pays avec une brutalité et une franchise cynique sans précédent. C'est à un général que cette œuvre fut confiée en 1949 et l'épuration devint, à partir de ce moment, la principale préoccupation de l'organisation professionnelle. Les ouvriers réagirent en lui tournant systématiquement le dos. Aussi ne réussit-elle jamais à faire entrer dans ses rangs plus de trois quarts de la classe salariée, tandis que dans d'autres pays de l'empire soviétique la proportion des syndiqués va parfois jusqu'à quarante-cinq pour cent.

Dans ces conditions, la classe ouvrière polonaise put moins que toute autre défendre ses droits et son niveau de vie. La Pologne devint le pays pilote de la paupérisation. Mais, du même coup, les institutions officielles se révélaient de plus en plus incapables de contrôler la vie de la société. Les syndicats durent avouer leur faillite dès 1954, date à laquelle un secrétaire confédéral constata publiquement : « Les ouvriers ne considèrent plus les organismes syndicaux comme leurs représentants, mais comme de simples fonctionnaires. » Dans un effort désespéré pour ébranler le mur de l'indifférence derrière lequel se tenait la classe ouvrière, les syndicats se mirent à solliciter les critiques. Mais ils n'avaient aucune possibilité d'obtenir une amélioration réelle de la situation matérielle et sociale. Bien au contraire, celle-ci ne cessait de décliner. Aussi la manœuvre ne fit-elle qu'aggraver le problème. Les aspirations plus ou moins vagues se transformèrent, dans le feu de la discussion, en revendications précises. Les principaux points du programme ouvrier ainsi formulé peuvent se résumer comme suit : abandon de la réglementation autoritaire des conditions d'emploi ; retour aux conventions collectives librement débattues en vue d'obtenir une augmentation substantielle des salaires et le rétablissement des conditions de travail plus humaines ; à l'intérieur des usines, représentation authentique du personnel, indépendante vis-à-vis du directeur et librement élue sans ingérence de ce dernier ni du parti ; syndicats indépendants, affranchis de la tutelle du parti et débarrassés du bureaucratisme ; abolition des prescriptions relatives à la discipline de travail, ainsi que de la législation sociale anticouvrière ; retour aux règles antérieurement en vigueur. Dans son numéro du 22 novembre 1956, le quotidien syndical « Glos Pracy » déclara fort à propos : « Depuis un an, le gouffre séparant la classe ouvrière des syndicats s'est approfondi. Pour

finir, la classe ouvrière avait son programme et les syndicats avaient le leur. » On ne saurait mieux dire. Mais il convient d'ajouter que ce programme ouvrier mettait en cause non seulement les pratiques des syndicats officiels : il fut incompatible avec le système totalitaire dans son ensemble.

Lors même que la lutte des travailleurs contre le syndicalisme d'État approchait ainsi de son point culminant, un autre développement lourd de conséquences commença à se dessiner : le régime perdait le contrôle des intellectuels. C'est en août 1955 que parut le « Poème pour adultes » d'Adam Wazyk, ce cri d'angoisse et de révolte qui attira à l'auteur les foudres de la direction du parti. Il fut accusé d'avoir donné les tendances petites-bourgeoises. Mais le rebelle et tous les intellectuels qui sympathisaient avec lui se virent soudainement soutenus et portés — ils furent les premiers à en être surpris — par l'accueil chaleureux que leurs paroles recevaient parmi les ouvriers, parmi ceux-là mêmes dont ils s'étaient en vain réclamés tant qu'ils restaient des apologistes de la fiction officielle. Sous l'effet de cette démarche inattendue — et le choc provoqué par le discours secret aidant — le malaise des intellectuels se transforma peu à peu en une révolte contre le rôle indigne qui leur était échu jusque-là.

L'effervescence sociale stimula simultanément un grand effort de pensée et un sursaut de sincérité dans les milieux étudiants. Les protestations des étudiants furent beaucoup plus radicales que celles des intellectuels. Sortant de l'équivoque entretenue par ces derniers qui accablaient surtout les morts — Jdanov pour sa politique culturelle, Béria pour le régime policier, Staline pour « le culte de la personnalité » — les étudiants allèrent droit au cœur du problème. Fait caractéristique à cet égard, l'injustice sociale les passionna davantage que les anomalies de l'enseignement. L'hebdomadaire des étudiants communistes « Po Prostu », le seul journal étudiant autorisé, fit des révélations sur le chômage dont la presse syndicale ne soufflait mot. Le 26 janvier 1956, « Po Prostu » publia un récit bouleversant sur la condition faite aux jeunes ouvriers : « Au temps de la campagne d'enrôlement de la main-d'œuvre pour l'industrie et les mines, il y eut à proximité de Varsovie un camp où étaient logés les jeunes gens employés dans une fabrique voisine. La situation y était affreuse : faim, saleté, misère, maladies, prostitution, déchéance, crises d'hystérie collective, tentatives de suicide. Mais au nom des « buts suprêmes » on m'interdisait d'en parler. (...) Plus tard, je visitai les fermes d'État près de Gruenberg, en Silésie. Les gens y vivaient non pas comme des humains, mais comme des bestiaux. Dans un coin, sur un lit de bois, une jeune fille se mourait de maladie et de faim. Elle fut abandonnée parce qu'atteinte de tuberculose. Mais à ce sujet encore, je ne pus rien écrire, au nom des « buts suprêmes » une fois de plus. C'est encore « Po Prostu » qui tint à tirer, dans son numéro du 6 novembre 1955, une nette ligne de séparation entre la révolte de la société et le « dégel » opéré par les chefs : « Le dégel fut nécessaire (...), mais il déclencha un orage dont plus d'un pilote tomba victime. »

Ajoutons à ce qui précède que l'atmosphère d'effervescence ainsi créée donna de nouvelles impulsions aux vieilles résistances contre l'asservissement de la paysannerie, la persécution des catholiques et l'oppression nationale. Force est dès lors de constater que le combat mené par les ouvriers déborda le cadre artificiel d'explication entre salariés et syndicats officiels, et trouva sa véritable fonction, celle de moteur de la résistance opposée à l'appareil totalitaire pour toutes les forces de la société réelle.

BUDAPEST

L'évolution qui aboutit à la révolution hongroise ressemble davantage au développement de la résistance en Pologne qu'au cours que celle-ci avait suivi en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie. Bien que l'inféodation définitive des syndicats ne soit intervenue en Hongrie qu'après l'instauration du pouvoir absolu du parti, on assista dans ce pays au même isolement hermétique de l'organisation professionnelle qu'en Pologne. C'est que, contrairement à ce qui s'était passé en Allemagne orientale et en Tchécoslovaquie, la mise au pas des syndicats coïncida ici avec une grande offensive contre le niveau de vie des salariés.

L'événement se produisit au cours de l'été 1950. La mainmise sur les syndicats fut opérée au moyen d'une chasse systématique donnée aux social-démocrates (dont le parti avait été liquidé depuis 1948). On procéda alors à l'arrestation de certains dirigeants social-démocrates authentiques, dont notamment Anna Kethly, et aussi de crypto-communistes notoires, tels Arpad Szokasits et György Marosan (ce dernier est à présent un des piliers du régime Kadar). Mais la terreur s'abattit en particulier sur des socialistes parmi les ouvriers d'usines et les militants. Les salariés revêtant des fonctions diverses dans le parti et dans les syndicats furent soumis à des pressions irrésistibles pour dépister, mettre au pilori et chasser des entreprises tous leurs camarades de travail ayant appartenu, à un moment quelconque, à la social-démocratie ou qui, sans avoir jamais adhéré à ce parti, en avaient assimilé à tout le moins les idées. Et il suffit, pour être accusé de répandre l'idéologie social-démocrate, de considérer que la mission des syndicats consiste à promouvoir les intérêts ouvriers.

Dans une résolution spéciale, le Politburo du parti attaqua violemment, le 26 juillet 1950, les organismes dirigeants des associations professionnelles : « Il n'ont pas compris qu'ils ne servent efficacement les intérêts de la classe ouvrière de notre pays que s'ils luttent sans hésiter pour le renforcement de la discipline de travail, pour l'augmentation constante de la production. (...) Ils ont parlé, certes, des nouvelles tâches des syndicats, mais ils n'ont pas effectué de changement décisif dans leur travail. Certains dirigeants syndicaux, et même certains syndicats tout entiers et des comités d'établissement arriérés ont mécaniquement adopté, dans la pratique, la même attitude en ce qui concerne la production, les normes et les salaires que celle qui était correcte en face des exploitateurs du régime Horthy, mais qui est devenue intolérable et inadmissible. »

Personne ne pouvait se méprendre sur le but de cette campagne odieuse, aucun voile idéologique n'en pouvait dissimuler la nature, car, rappelons-le, elle alla de pair avec un attentat brutal contre le bien-être de la population en général et des ouvriers en particulier. Le fameux économiste soviétique d'origine hongroise, E. Varga, fut à ce moment transféré à Budapest et son premier geste consista à déclarer cyniquement que le niveau de vie, pourtant fort inférieur par rapport à l'avant-guerre, était trop élevé, qu'il importait de l'abaisser pour assurer un essor plus rapide de l'industrie. Le gouvernement décréta une réduction radicale des temps accordés aux travaux rémunérés à la pièce.

Prise entre le marteau et l'enclume de la chasse aux socialistes et de l'attentat contre les salaires, la classe ouvrière succomba après avoir livré une bataille désespérée. Une grève et des incidents sanglants se produisirent à cette occasion dans les fameuses aciéries de Csepel, qui devaient devenir un des principaux centres de la révolution cinq années plus tard. Un avilissement radical de la condition ouvrière s'ensuivit. Mais les syndicats officiels subirent dans cette épreuve des dommages irréparables. Tou-

tes leurs tentatives de se présenter à l'ouvrier comme leur organisation se heurtèrent désormais à un mur de mépris. On multiplia en vain les fonctions de responsabilité pour renforcer l'encadrement (il y avait un responsable sur moins de quatre syndiqués rien que dans les entreprises, sans compter les « militants » des échelons plus élevés) : plus d'un tiers des salariés demeura en dehors des syndicats. Et, précisons-le, il ne s'agissait pas là de nouvelles recrues de l'industrie : dans un discours publié le 11 septembre 1955, le président du Conseil central des syndicats déplora l'attitude de la « vieille élite des usines » qui se tenait délibérément à l'écart des activités syndicales. De ce fait, les associations professionnelles furent entièrement paralysées, ainsi que le révéla le président dans le même discours.

Cette élimination du principal écran entre les ouvriers et l'appareil du pouvoir influa de façon décisive sur les rapports entre ceux-là et celui-ci. Dépouillé de son masque social, le totalitarisme se révéla comme une dictature policière pure et simple. Aussi bien, tous les problèmes humains, culturels, sociaux et économiques se réduisirent-ils, aux yeux de la classe salariée, à un seul : celui du régime. La meilleure preuve en fut apportée par l'échec de la tentative d'Imre Nagy de juillet 1953 pour apaiser la haine ouvrière par l'abolition de certaines prescriptions draconiennes relatives à la discipline. Les prolétaires ne manquèrent pas d'en profiter, mais la tension dans les usines resta la même.

Contrairement à ce qui se passait en Pologne à partir de 1955, les maîtres de la Hongrie ne songèrent jamais à encourager, pour ouvrir une soupape de sécurité, des critiques à l'endroit des syndicats. Mais les événements n'en prirent pas moins un cours analogue, seul le poids relatif des divers facteurs dans les phases successives de la résistance étant modifié par cette circonstance. En effet, plutôt que de débiter par une querelle entre ouvriers et syndicats officiels, l'évolution qui devait aboutir au soulèvement commença par une forte pression de la jeunesse ouvrière et estudiantine sur le « chainon » le plus faible de l'appareil du pouvoir : les intellectuels. Pendant les cours et les conférences que leur faisaient ces derniers, les jeunes ouvriers et les étudiants s'appliquèrent à donner à comprendre aux orateurs que leurs exposés n'étaient qu'un bourrage de crâne et à leur poser des questions insidieuses et embarrassantes ; en revanche, ils récompensaient la moindre trace de franchise et d'esprit libre, dans les réponses à ces questions, par des manifestations de sympathie chaleureuse. Comme la résistance ouvrière tendait à se ramener en Hongrie à des problèmes proprement politiques, il n'y eut pas, semble-t-il, de différence notable entre les problèmes soulevés respectivement par les étudiants et les jeunes ouvriers.

Ainsi donc, à la différence de leurs homologues polonais, les intellectuels hongrois ne furent pas seulement soutenus par la classe ouvrière dans leur révolte ; ils furent littéralement poussés à s'insurger. Aussi dépassèrent-ils rapidement l'étape initiale qui consistait à protester contre leur propre asservissement, étape à laquelle s'arrêta la rébellion pour un bon nombre d'intellectuels polonais. La critique de la vie littéraire céda alors la place à la critique sociale. Cette transformation capitale fut aussi facilitée par une importante différence sociologique qui distingue les intellectuels polonais et hongrois. Tandis que les premiers tendent à former une caste, on trouve parmi les seconds de nombreux éléments ayant de solides attaches avec la paysannerie.

Les intellectuels hongrois s'avancèrent si vite et si loin sur le terrain de la critique sociale, et ils se sentirent si fortement portés par la logique intrinsèque de leur action, qu'ils finirent par perdre de vue les forces de la communauté qui les avaient poussés dans cette direction. Ce qui n'avait été chez eux, à

l'origine, qu'une réaction contre la situation gênante dans laquelle ils se trouvaient face aux jeunes ouvriers et étudiants, leur apparaissait désormais comme une aventure prodigieuse de l'esprit critique autonome. C'est ainsi que le journal de l'association des écrivains, « Irodalmi Ujsag », publia en juin 1956 l'article d'un technicien déplorant l'abstention des ouvriers dans la grande discussion déclenchée après le vingtième congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. et selon lequel la classe salariée était devenue apathique.

Il reçut la réponse d'un ouvrier de Csepel expliquant que dans les usines, le vingtième congrès n'avait rien changé. « La discussion, écrivait cet ouvrier, n'est pas un but en soi ; elle sert à clarifier les problèmes communs. Et une fois ceux-ci tirés au clair, il faut nous appliquer sans délai à mettre en œuvre les solutions trouvées. Or, avant même les discussions actuelles, nous avons lu dans la presse des articles sur le culte de la personnalité, sur les lèches de bottes, sur les carriéristes qui s'étaient infiltrés dans le parti, etc. Tous ces textes sont très bons et très justes. Ils n'accusent qu'un seul défaut, assez grave, il est vrai : les fautes ne sont corrigées qu'assez lentement et d'une manière difficilement perceptible dans bien des cas, dans notre usine par exemple. Il faut avouer que les ouvriers ne croient pas aux belles paroles, aussi justes et vraies soient-elles, si des actes palpables ne viennent pas les appuyer. Les ouvriers n'observent pas les choses d'en haut. Ils jugent d'après les changements qu'ils peuvent constater eux-mêmes. Ils ont naturellement raison. Et lorsqu'ils voient des choses du genre de celles qui arrivent dans notre usine — et je pense qu'elles ne se produisent pas seulement dans notre usine — ils ne tiennent pas à contribuer, en plus de leur travail obligatoire, par leurs expériences, idées et conseils (...), aux discussions destinées à faciliter l'éducation du socialisme dans notre patrie. »

Un autre ouvrier, répondant à l'article en question, écrivit ceci : « Je travaille chaque jour davantage. La sueur ruisselle sur mon corps. Mes habits, imprégnés de sel, sont blancs comme le désert sodique d'Alfoeld. Demain, je travaillerai encore plus et mes vêtements seront plus blancs encore. Je le fais de bon cœur, mais je veux qu'on me considère comme un adulte désireux de penser, et qui en est capable. Je veux pouvoir dire ma pensée sans avoir rien à craindre, je veux aussi qu'on m'écoute. Si cette conviction pouvait entrer dans mon cœur, une flore merveilleuse et abondante en sortirait. Beaucoup plus abondante même qu'au cours des années 1945-1946 lorsque mes paumes se couvraient d'ampoules à force d'applaudir au stade Lang ou lorsque je passais des nuits entières à coller des affiches électorales. »

Au début d'octobre 1956, « Irodalmi Ujsag » publia la lettre d'un autre ouvrier de Csepel qui posa cette question : « Peut-on parler franchement lorsque ceux qui exhortent à adopter résolument une attitude critique sont les mêmes qui, il y a peu de temps, nous menaçaient de transfert à un poste inférieur, de renvoi, ou même d'arrestation pour la critique la plus anodine ? » Et de riposter à quiconque se plaignait du mutisme des ouvriers : « Mais se taisent-ils vraiment ? Sont-ils réellement indifférents à tout ? Il y en a, bien entendu, qui noient leur chagrin dans quelques verres ou qui consacrent leurs loisirs aux sports et concours sportifs. Mais d'autres, qui forment peut-être la majorité, lisent, réfléchissent et suivent les événements. Il est caractéristique de leur état d'esprit qu'on ait offert jusqu'à huit forints pour un exemplaire du numéro de « Irodalmi Ujsag » traitant de l'assemblée générale des écrivains. »

Autant dire que la classe ouvrière, loin de sombrer dans l'apathie, rejetait toute idée de réforme que le régime totalitaire pourrait subir sous l'influence

d'une franche discussion. Tout en applaudissant les intellectuels, elle refusait de partager les illusions qu'ils se faisaient en ce sens. Dans son mutisme obstiné, elle s'apprêtait à entrer en lice au moment où il deviendrait possible de passer — pour reprendre la fameuse devise de Karl Marx — de l'arme de la critique à la critique par les armes. « Prenons un exemple de la vie de tous les jours », disait le correspondant que nous venons de citer. « Quelques ouvriers discutent auprès d'un tour, se demandent si Imre Nagy consentira à faire son autocritique, quelles ont pu être les raisons ayant amené Tito à se rendre en Crimée, si l'aménagement des salaires entrera vraiment en vigueur le 1^{er} janvier, etc. Un responsable de l'organisation de base du parti s'approche, et déjà la discussion tourne autour des paris sur les matches de football, du nombre des matches nuls qu'on peut prévoir dans la semaine. » Il n'est, pour pouvoir juger l'intensité des préparatifs poursuivis silencieusement par la classe salariée, que de se rappeler la rapidité avec laquelle elle réussit à couvrir le pays, dès que le soulèvement éclata, par un dense réseau d'organes du pouvoir révolutionnaire — conseils ouvriers et comités locaux et régionaux — qui balayaient l'appareil totalitaire.

Dès le mois de juin, d'ailleurs, une nouvelle étape commença à se dessiner. Les meetings mouvements qu'organisait à ce moment le Cercle Petoefi incuèrent le passage de la critique verbale aux manifestations de masses, passage qui devait se poursuivre à travers les funérailles des victimes du procès Rajk et des assemblées estudiantines, jusqu'aux événements du 23 octobre. Au cours de cette nouvelle évolution s'opère aussi un nouveau regroupement. Les grandes manifestations ne sont plus dominées par les écrivains, mais bien par les étudiants, qui formulent les mots d'ordre sans aucun souci de ne pas couper

tous les ponts, et par les ouvriers qui pèsent sur les rapports de force par leur participation massive. L'action des intellectuels perd du même coup son apparence trompeuse de déchaînement spontané de l'esprit libre et retrouve ses véritables dimensions : elle redevient l'expression littéraire d'un grand mouvement d'émancipation qui dresse, contre le système totalitaire, toutes les forces sociales vivantes.



L'étude que nous venons d'entreprendre permet de conclure, nous semble-t-il, que la révolution en marche dans le monde soviétique poursuit, en dépit des particularités locales, un chemin désormais clairement tracé et qui correspond aux facteurs en jeu : d'un côté de la barricade, on trouve l'appareil du pouvoir totalitaire, et cet appareil seul ; de l'autre côté, c'est toute la communauté qui part à l'assaut, mettant à l'avant tantôt une de ses forces, tantôt une autre, mais animée en permanence par la classe ouvrière (la seule d'ailleurs qui, grâce à la structure de l'industrie moderne, réussit à se maintenir dans un état plus ou moins organisé à travers l'imbraglio totalitaire).

En Russie même, le processus se déroule jusqu'à présent sur un niveau moins élevé, il est vrai, mais ce qui importe le plus, c'est qu'il s'y déroule tout de même. Les impulsions données à la population de la métropole par les événements bouleversants dans les pays satellites permettent de prévoir un développement ultérieur rapide. Mais c'est déjà une autre question, qu'il faudra aborder dans un examen des effets et des répercussions que produisent les révoltes actuelles. Dans le présent article, il s'agissait seulement d'en retracer les origines.

Paul BARTON.

Propos staliniens chez les antistaliniens

Voici trois coupures de presse qui sont plus éloquentes que toutes les « interprétations » chères à nos intellectuels de gauche...

Varsovie, 25 septembre (A.F.P., A.P.). — L'agence de presse P.A.P. a publié mardi soir le texte du discours prononcé le 21 septembre dernier devant les ouvriers de l'usine d'automobiles Zeran par M. W. Gomulka, premier secrétaire du parti ouvrier unifié.

Interrogé à propos de la position de Milovan Djilas, M. Gomulka a déclaré que sa thèse était « antisocialiste », et que Djilas lui-même était « une personne malhonnête ». Un auditeur ayant demandé pourquoi le parti avait si peu d'effectifs, le premier secrétaire a répondu qu'il n'était « pas faible », mais qu'il « nettoyait ses rangs en excluant les membres indésirables ». M. Gomulka a ensuite précisé qu'il n'était pas question de « resserrer la vis en Pologne, mais de combattre les forces pseudo-progressives ».

A ce sujet il a reproché à la rédaction de l'hédomadaire *Po Prostu*, dont le numéro a été saisi, « de noircir le socialisme », et précisé qu'il devait « suivre la ligne du parti, ou ne pas paraître ».

Belgrade, 27 septembre (Reuter). — Dans les milieux informés de Belgrade on pense que l'U.R.S.S. va inviter le président Tito aux célébrations du 7 novembre de la révolution bolcheviste. On croit également à Belgrade que le président Tito acceptera l'invitation. Le gouvernement soviétique invitera probablement, dit-on de même source, d'autres chefs d'Etat, y compris ceux de pays non communistes.

Des observateurs expérimentés estiment que les points de vue yougoslaves coïncident à peu près

maintenant avec ceux de l'U.R.S.S. sur les grandes questions internationales. Ils font remarquer que la Yougoslavie fut le seul pays en dehors du bloc soviétique ayant voté contre le rapport de l'O.N.U. sur la Hongrie.

Belgrade, 27 septembre. — M. Milovan Djilas, qui fut l'une des personnalités les plus éminentes du parti communiste yougoslave, doit comparaître de nouveau devant un tribunal. Selon les informations qui circulent depuis hier, son procès est fixé au 4 octobre à Sremska-Mitrovitza, lieu de sa détention actuelle, à quelque 70 kilomètres de Belgrade.

M. Djilas qui, en 1954, à la suite d'une série d'articles, fut expulsé du comité central de l'Union des communistes, a déjà été jugé à deux reprises. En janvier 1955 il fut condamné à trois ans de prison avec sursis. On lui reprochait des déclarations faites à la presse étrangère contre le régime. En décembre 1956 il fut jugé de nouveau et condamné, cette fois, à trois ans de prison ferme. Il lui était fait grief d'avoir attaqué la politique yougoslave à l'égard de la révolution hongroise.

Le nouvel acte d'accusation n'est pas encore connu. On croit généralement que ce troisième procès est intenté à M. Djilas à cause de son livre *la Nouvelle Classe*, paru au début du mois d'août aux Etats-Unis, et dans lequel il renie l'idéologie communiste.

Remarquons que ni l'Internationale socialiste ni aucun parti socialiste ne prend la défense de Djilas. Pis encore : Bevan, le futur ministre des Affaires étrangères — travailliste — de Grande-Bretagne, a condamné Djilas en des termes de ministre déjà, mais non en socialiste, qu'il n'est plus.

Le Congrès Espérantiste de Rotterdam

On attribue à Leibnitz l'idée d'avoir lancé une langue internationale. Le premier essai fut fait en 1666 ; depuis cette date une soixantaine de projets de langue internationale virent le jour, mais ils n'eurent pas de succès.

C'est en 1887, que le médecin oculiste Zamenhof de Varsovie, après dix ans de travail, publia le premier fascicule de la langue internationale sous le pseudonyme : Docteur Esperanto. Le nom est resté à la langue.

Après un début assez difficile l'Esperanto fit des adeptes dans tous les pays et les progrès furent constants. Toutefois les guerres mondiales en ont ralenti le développement.

Les nombreux adversaires d'une langue internationale se rendant compte de son importance et prévoyant qu'elle faciliterait considérablement la lutte contre le régime capitaliste, entreprirent une vigoureuse campagne contre l'esperanto, ce qui ne l'a pas empêché de pénétrer dans toutes les couches sociales. A l'heure actuelle dans presque tous les pays occidentaux des émissions en esperanto ont lieu à la radio.

C'est parmi les classes laborieuses que l'esperanto est le plus développé et cela se conçoit très bien, mais il faut bien reconnaître que les salariés n'ont pas encore été convaincus de l'importance d'une langue internationale, car les travailleurs esperantistes sont encore peu nombreux. Si l'esperanto se développait sur une large échelle les relations entre les peuples en seraient énormément simplifiées ; les risques de conflit mondial disparaîtraient, la paix serait assurée.

Les adversaires de l'esperanto conseillent généralement d'apprendre l'anglais qui, disent-ils, est la langue la plus connue dans le monde. La langue anglaise est en effet la plus parlée parmi les personnes qui ont fait des études secondaires ; mais ils ne sont pas légion.

L'esperanto est une langue internationale logique, c'est une langue dépouillée avec précision de toute espèce de complication grammaticale et d'une assimilation facile.

C'est ce qu'ont compris les participants au congrès mondial de l'U.N.E.S.C.O. qui se tint à Montevideo en 1954. Ils votèrent une résolution conseillant aux gouvernements adhérents à ce grand mouvement, d'instituer un cours d'esperanto dans les écoles.

Sans doute, aucun gouvernement n'a encore tenu compte de cet avis, mais il n'est pas moins vrai que cet acte souligne l'importance de l'esperanto.

La langue internationale prend tous les jours de l'essor ; les événements aidant feront comprendre aux salariés de tous pays la nécessité de se comprendre pour mieux agir.

Il existe dans le monde deux grandes organisations esperantistes : U.E.A. (Association Esperantiste Universelle) — considérée « neutre » — et S.A.T. (1) « Sennacieca Asocio Tutmondo ». Association anationaliste, à laquelle adhèrent généralement les esperantistes de toutes organisations ouvrières.

Avant la guerre, de nombreux camarades des pays actuellement derrière le rideau de fer, étaient affiliés à S.A.T., maintenant qu'ils sont des pays de « démocratie populaire », ils n'ont aucune liaison avec l'organisation esperantiste mondiale. Les publications esperantistes qui leurs sont adressées sont retournées à l'envoyeur ou confisquées.

La propagande en faveur de l'esperanto se fait dans toutes les classes de la société, elle devrait être plus intense parmi les salariés ; ce n'est malheureusement pas le cas. Ce n'est pas que les militants ouvriers en soient adversaires, mais ils ne comprennent pas que si les travailleurs de tous pays avaient à leur disposition une même langue, les congrès internationaux de toutes industries en seraient facilités et la masse ouvrière mondiale en retirerait de grands avantages. Nous n'avons pas

le temps, disent-ils, d'apprendre une langue ; c'est en partie vrai, mais s'ils étaient convaincus, ils trouveraient deux ou trois heures par semaine nécessaires pour cette étude.

Dans la période présente de nombreuses personnes des pays occidentaux passent leurs vacances à l'étranger, et se rendent ainsi compte qu'une langue internationale faciliterait considérablement les déplacements et permettrait de mieux comprendre la vie des pays voisins.

S.A.T. organise tous les ans un congrès mondial ; depuis la dernière guerre ils se sont tenus à : Stockholm, Paris, Turin, Dusseldorf, Sheffield, Nancy, Linz, Belgrade, Rotterdam et l'année prochaine à Helsinki.

Au congrès de Rotterdam, assistaient 590 délégués venus de 15 pays, dont une Japonaise, et un Israélien.

L'ouverture de chaque congrès est une grande solennité ; à Rotterdam, le président du Conseil du gouvernement, Docteur W. Drees, membre actif de notre mouvement, exprima en esperanto sa sympathie à notre organisation et souligna avec force les avantages que les travailleurs de tous pays peuvent retirer de la langue internationale.

Dans chaque congrès l'action syndicale dans tous les pays donne lieu à de larges débats. Les délégués confrontent leurs idées et comparent la situation qui est faite aux salariés.

Les travaux de ces congrès sont consacrés à l'organisation du mouvement esperantiste, à la propagande pour développer la langue internationale, mais aussi à affirmer la foi en une société socialiste démocratique.

Le Docteur Roelofs, fit une conférence sur : la monnaie, lutte de classe, démocratie.

Le camarade Barthelmes, secrétaire général de S.A.T. fit un bel exposé au sujet du nationalisme et l'universalité de la musique.

Pendant la semaine du congrès des visites furent organisées des différentes industries de la région, des excursions eurent également lieu. C'est ainsi que nous avons visité en bateau le port de Rotterdam, un des plus importants de l'Europe, qui fut en grande partie détruit pendant la dernière guerre ; il en fut de même du centre de la ville.

A l'aéroport d'Amsterdam nous avons visité une exposition sur l'atome. Un ingénieur, durant deux heures nous donna en esperanto toutes explications.

La presse hollandaise publia de larges comptes rendus sur le congrès mondial esperantisme. Dans les villes où nous sommes passés, la population a fait montre d'une grande sympathie en faveur du mouvement esperantiste.

La résolution suivante fut adoptée :

Le congrès approuve les rapports du Comité Directeur sur l'action effectuée.

Constatant la constante division du monde et les rivalités ennemies entre les organisations ouvrières,

Constatant la difficulté du développement de S.A.T. en de telles circonstances,

Appelle ses membres à rendre possible par la tolérance que S.A.T. reste un exemple de collaboration entre les diverses tendances du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Tend son énergie à augmenter la force du mouvement dans toutes les parties du monde, quelle que soit la politique des divers Etats.

Rappelle que dans S.A.T. tous les socialistes ont le droit de s'exprimer et même le devoir de considérer avec tolérance les autres conceptions du socialisme.

Donne une attention particulière à la réorganisation de la jeunesse en engageant les adhérents de S.A.T. à entrer en contact avec les délégués responsables.

Donne son appui au service de solidarité pour rendre possible une urgente intervention si la situation l'exige.

(1) 67, avenue Gambetta, Paris-19^e.

DELSOL.

Notes d'Economie et de Politique

DEPUIS 1952 Y A-T-IL EU INFLATION ?

On sait que depuis 1952 jusqu'à aujourd'hui, ou tout au moins jusqu'à hier, les prix sont demeurés à peu près stables. L'indice moyen des prix de gros pour 1952 était de 145 ; après être descendu jusqu'à 136 en 1955, il se trouve maintenant à 149.

Par contre, durant ce même temps, le nombre des billets de banque en circulation n'a cessé d'augmenter, passant de 2.000 milliards à un peu plus de 3.000 milliards, en chiffres ronds, soit une augmentation de 50 pour cent !

D'autre part, si l'on admet que la quantité de marchandises s'est développée proportionnellement à l'indice de production industrielle (100 en 1952, 152 actuellement), la quantité de biens offerts à la vente a augmenté, elle aussi, au cours de ces cinq dernières années, de 50 pour cent.

Par rapport à la quantité de marchandises, le nombre des billets ne s'est donc pas accru. C'est pourquoi les prix n'ont pas monté, ceux-ci, comme nous l'avons souvent dit, dépendant du nombre des billets qui est entre les mains des acheteurs, par rapport à la quantité de marchandises qui est entre celles des vendeurs.

Pourtant, on ne peut point dire qu'il n'y ait pas eu « inflation », car l'inflation, au sens strict du mot, consiste dans l'émission de faux billets, c'est-à-dire de billets émis, non en contre-partie d'une marchandise mise en vente, mais dans le but de permettre à l'Etat d'avoir de quoi effectuer ses paiements.

Or, il est bien certain que l'Etat français n'a pas cessé depuis 1952 de se faire remettre de faux billets, car, quoique la Banque de France camoufle ses émissions de faux billets avec l'habitude consommée d'un faussaire chevronné, le ministre des Finances est bien obligé d'avouer chaque année que son budget comporte ce qu'il appelle une « impasse », c'est-à-dire un excédent de dépenses par rapport aux recettes (impôts et emprunts), impasse qu'il se propose de couvrir par ce qu'il dénomme pudiquement des « moyens de trésorerie », moyens qui consistent en définitive toujours en une remise au Trésor par la Banque de France de nouveaux billets, car il n'en est point d'autres.

Il y a donc bien eu inflation, au sens strict du mot, mais cette inflation s'est trouvée compensée par une réduction correspondante des vrais billets mis en circulation par la Banque de France en contrepartie des marchandises produites, autrement dit par une restriction du crédit.

Le producteur qui a fabriqué un objet et qui le vend à un commerçant peut le lui vendre avec trois mois de crédit et en toucher néanmoins immédiatement le prix en se faisant verser nombre de billets de banque correspondant par la Banque de France en échange de l'effet de commerce que lui aura remis son acheteur, effet par lequel ce dernier s'est engagé à lui payer la somme convenue dans trois mois, c'est-à-dire lorsqu'il aura vendu la marchandise. C'est ce qu'on appelle l'escompte.

Mais si la fonction normale et régulière de la Banque de France est d'escompter tout billet qui provient d'industriels et commerçants solvables, elle n'est cependant pas obligée de consentir à cet escompte ; elle peut, par exemple, refuser d'augmenter la quantité de billets qu'elle es-

compte à un industriel donné, bien que celui-ci ait augmenté sa production et ses ventes. Or, c'est précisément cela qui est arrivé. La production a augmenté, mais la Banque de France n'a pas accru les billets qu'elle met à la disposition des industriels pour leur permettre de faire crédit à leurs acheteurs, dans une proportion correspondante, grâce à quoi elle a pu accroître le nombre de faux billets mis à la disposition de l'Etat, sans qu'au total le nombre global de billets émis se soit plus accru que la quantité de marchandises produites.

Cela explique pourquoi nos gouvernants attachent présentement tant d'importance à l'« expansion de la production » : c'est cette expansion qui conditionne leur possibilité d'émettre de faux billets sans que cette émission fasse monter les prix.

Mais il va de soi que la restriction des crédits à l'industrie et au commerce n'a été possible jusqu'ici qu'en raison de ce que l'économie mondiale est depuis plusieurs années en période de « haute conjoncture », dans une période où « les affaires » marchent à toute allure, car en de telles circonstances, on a bien moins besoin de crédit. Lorsque, comme c'est présentement le cas en France pour de nombreux articles, la production n'arrive même pas à suivre la consommation, que le commerçant est obligé de faire attendre ses clients parce que le fabricant ne parvient pas à lui fournir autant qu'il commande, qu'en conséquence, la marchandise aussitôt arrivée est livrée et payée, il est bien certain que le commerçant n'a pas besoin de trois mois pour régler son fournisseur, il peut le faire instantanément, et alors : pas besoin d'effets de commerce, pas besoin d'escompte, pas besoin de demande de billets à la Banque.

Seulement, que cette haute conjoncture disaigrisse, qu'un ralentissement même léger des affaires se manifeste, et alors il faudra, sous peine d'une véritable catastrophe économique, que la Banque de France consente les crédits qui lui seront à nouveau demandés par les commerçants et industriels, ce qui fera qu'elle n'aura plus de quoi satisfaire aux besoins de l'Etat sans que la quantité de billets augmente plus vite que celle des marchandises, et, par suite, ne fasse monter les prix. L'inflation camouflée se transformerait, ce jour-là, en inflation ouverte.

APRES LA SYRIE, LE SIAM !

Après la Syrie, le Siam ! Après le Proche-Orient, l'Extrême-Orient !

C'est dans l'ordre. Partout la même politique doit conduire aux mêmes résultats.

Dans l'Organisation de défense du Sud-Est asiatique établie, comme l'on sait, par l'Amérique, sur le modèle de l'O.T.A.N., le Siam était, avec les Philippines, le seul Etat qui soit vraiment du sud-est asiatique. Les autres membres étaient les Etats-Unis, l'Angleterre, la France, l'Australie, qui ne sont pas précisément des Etats asiatiques, et aussi le Pakistan et la « Chine », qui sont bien asiatiques, mais non du sud-est.

D'où l'importance du Siam ! Le Siam, Etat indépendant, qui était le seul de toute la région à n'avoir jamais été une colonie, emboîtait par sa présence, ladite organisation d'être exclusivement composée de puissances impérialistes

étrangères et de leurs clients directs. « Nous n'avons avec nous ni l'Inde ni l'Indonésie, ni la Birmanie ni le Tonkin, ni Ceylan ni le Cambodge, mais nous avons le Siam ! L'Asie n'est donc pas perdue pour l'Occident ! »

Or, voici que le Siam fout le camp ! Voici que Pibul, l'« homme fort » du Siam, que l'Amérique maintenait à bout de bras au gouvernement, au moyen d'une force policière exclusivement financée par Washington, disparaît en quelques minutes, sans que personne n'ait même levé le petit doigt pour tenter de le défendre !

Je ne sais ce que vaut l'homme qui a chassé Pibul. On le représente comme un simple ambitieux, tout juste avide de pouvoir. C'est bien possible ! Mais si cet ambitieux a joué la carte neutraliste, s'il se présente à ses compatriotes comme l'homme qui entend détacher le Siam de l'Amérique, c'est bien certainement, parce qu'il considère que cette attitude lui fournit les meilleures chances de succès, or elle ne peut lui fournir les meilleures chances de succès que si elle est conforme aux vœux du pays.

Ainsi la politique impérialiste, la politique de « mise au pas » des petits pays, inaugurée par Eisenhower et Dulles, continue à courir de défaite en défaite. Tous les pays que Washington a essayé de maintenir par la force dans le camp occidental s'en détachent l'un après l'autre. Ce n'est pas, en effet, avec le *big stick* que l'on peut inciter les peuples à défendre la liberté ! Ce n'est pas en s'alliant partout, en Asie, comme en Europe et en Amérique, avec les pires réactionnaires, ce n'est pas en misant sur les débris des forces passées, qu'on conquiert l'âme des peuples et qu'on s'assure l'avenir.

En reprenant à son compte, avec plus de brutalité encore, les méthodes impérialistes britanniques du siècle dernier, l'Amérique conduit le monde libre à la catastrophe.

Non pas certes que la neutralité de la Syrie ou du Siam, ou même leur passage d'un camp dans l'autre, s'il se produit, peut altérer sensiblement l'équilibre des forces militaires entre l'Occident et Moscou. Mais elles bouleversent l'équilibre moral.

Le passage dans le camp de la neutralité de ceux qui étaient jusqu'ici bien disposés pour l'Occident, montre que l'on croit de moins en moins dans le monde que l'Occident représente réellement les principes dont il se réclame, ce qui sape la base même de sa force.

LE DRAME DE CE TEMPS

Le drame de ce temps est ce que l'on pourrait appeler la « mondialisation », ou l'accouchement d'une civilisation mondiale.

Jusqu'ici l'humanité avait toujours été partagée en civilisations différentes, étrangères l'une à l'autre, poursuivant chacune ses fins propres, sans être influencée par les autres autrement que d'une manière superficielle et momentanée.

Au siècle dernier, cependant, notre civilisation, la civilisation européenne, ou occidentale comme vous voudrez l'appeler, couvrait déjà le monde : elle avait conquis les deux Amériques et l'Australie, en détruisant purement et simplement les civilisations qui y étaient installées, et en leur substituant intégralement la sienne, mais en Asie et en Afrique elle ne s'était que superposée aux civilisations existantes sans les détruire ; les peuples indigènes et leurs maîtres vivaient là chacun leur propre vie, en contact constant mais sans jamais se mêler, se conduisant chaque jour, selon leurs coutumes propres, conformément à leurs propres idées, sans être influencés par le mode de vie de l'autre communauté, ni chercher à l'influencer.

Tout au moins telle était l'apparence ! Car, en fait, le frottement continu des deux civilisations en contact créait, sans que rien à peu près n'en apparaisse à l'extérieur, un potentiel de changement qui, parvenu à un certain degré, devait un jour subitement éclater sous la forme de cette grande lutte pour leur libération que poursuivent actuellement, sous nos yeux, les peuples d'Asie et d'Afrique.

Or, cette lutte pour la libération est bien autre chose qu'une simple guerre de libération politique, du genre de celles que menèrent au siècle dernier, en Europe même, Italiens contre Autrichiens, Polonais contre Russes, Irlandais contre Anglais, etc. Il s'agit, en effet, aujourd'hui, pour les peuples d'Asie et d'Afrique — et ils en ont pleinement conscience — non seulement de se libérer politiquement, mais de se « moderniser ». Ils n'entendent pas profiter — et cela leur serait d'ailleurs matériellement impossible — de ce qu'ils sont libres pour rétablir leurs anciennes institutions. Ils veulent devenir des peuples « modernes », des peuples « hautement » civilisés, mais... sans plus abdiquer leur indépendance dans le domaine de la civilisation que dans celui de la politique ; ils n'acceptent pas de « se civiliser » en copiant simplement l'Européen, à la manière des singes, ou des Japonais du siècle dernier. Ce vers quoi ils tendent c'est de participer à la création d'une civilisation nouvelle.

Or, cette civilisation nouvelle ne peut être que mondiale. Il est manifeste que le monde ne peut plus être partagé, comme aux temps d'avant Vasco et Colomb, entre groupes de pays signorant les uns les autres ou fermés les uns aux autres. Sous de multiples formes qui ont été maintes fois indiquées et qu'il est inutile d'énumérer à nouveau, qui vont de l'utilisation de matières premières ou d'objets manufacturés provenant des antipodes, à l'extrême rapidité des transports (on n'est jamais nulle part à plus de 48 heures de son domicile, dit la réclame d'une compagnie d'aviation), en passant par la fusée intercontinentale, le monde est matériellement unifié ; conséquence nécessaire : il lui faut maintenant humainement s'unifier, par l'institution et la pratique d'une civilisation commune.

Une civilisation qui ne sera point, comme celle dont l'Europe avait tenté de recouvrir le monde au siècle dernier, la civilisation d'un seul groupe de peuples se surimposant aux civilisations des autres peuples, mais une civilisation à l'élaboration de laquelle, afin qu'elle soit vraiment universelle, doivent nécessairement participer tous les peuples, une civilisation qui sera la synthèse de toutes les civilisations précédentes, en fonction des nouvelles techniques.

Œuvre immense ! Dont l'immensité fait, précisément, qu'elle est le drame de notre temps.

Accoucher d'une civilisation ayant pour pères la chrétienté, l'islam, le fétichisme nègre, le mysticisme hindou, le positivisme chinois, sans compter toutes les différences mineures telles que « l'esprit pratique » des Anglo-Saxons et la « rêverie nostalgique » des Slaves, nécessite un travail considérable qui ne saurait s'accomplir sans de terribles convulsions.

Or, ces convulsions ne seront-elles point d'une intensité telle qu'elles feront périr l'enfant ?

Et si l'enfant ne périt pas, s'il vient à terme, combien d'années, combien de siècles lui faudra-t-il pour qu'il puisse mériter le qualificatif d'adulte ?

Toutes les civilisations particulières qui se sont constituées jusqu'ici, la civilisation du Nil et de l'Euphrate, la civilisation chinoise, la civilisation méditerranéenne, notre propre civilisation, ont eu des enfances terriblement longues et dif-

ficiles ; ne sera-ce pas encore plus long et plus difficile, cette fois qu'il ne s'agit plus seulement d'amalgamer quelques tribus pour en faire une cité, ou quelques peuplades pour en faire une nation, mais qu'il faut fondre ensemble, fusion-

ner, tous les peuples et toutes les races de la Terre pour en faire une humanité ?

Devant l'immensité de la tâche, l'homme du vingtième siècle peut, à bon droit, trembler, mais il ne peut se dérober.

R. LOUZON.

SYNDICATS D'ABORD

En juin dernier, la « R.P. » a reproduit le texte de l'appel « Pour un mouvement syndical uni et démocratique » lancé par Denis Forestier, du S.N.I. ; Roger Lapeyre de F.O. ; Aimé Pastre, de la C.G.T. L'appel était précédé d'un « chapeau » disant que si les idées-forces du manifeste — indépendance syndicale et travail en commun des syndicalistes — nous étaient sympathiques, des précisions nous semblaient nécessaires.

Et à ce propos, divers militants nous ont demandé ce qui nous rendait circonspects et en quoi des compléments d'information étaient utiles — Duperray notamment, exprimant l'opinion de noyaux de la Loire, désirait que nous nous expliquions clairement.

Entrons donc dans la discussion, en remarquant 1^o) qu'elle est ouverte depuis longtemps mais que nul ne s'y engage ouvertement ; 2^o) que l'avis ci-dessous exprimé est personnel, mais qu'il correspond aux décisions prises par la conférence syndicaliste de Puteaux en 1955, et qu'il figure dans la déclaration de l'Union des syndicalistes.

L'esprit du manifeste des trois militants est excellent. Cet esprit est commun à de nombreux syndicalistes. Ce qui est nécessaire aujourd'hui, c'est de trouver la méthode qui puisse conduire ces syndicalistes à œuvrer ensemble, et qui fasse déboucher cet esprit dans le combat ouvrier quotidien.

Or, le manifeste constate très bien ce qui ne va pas dans le mouvement syndical, et il spécifie les règles qui doivent conditionner un mouvement syndical et démocratique, mais il ne dit pas où et comment entamer le travail. Entre ce qui est et ce qui devrait être idéalement, le fossé demeure.

Pour ma part, je ne vois d'autre possibilité que de choisir la voie tracée par les militants de la Loire, à savoir la réunion des représentants des syndicats libres en vue de l'examen concret d'un problème commun, suivi de la création d'un cartel pour la poursuite d'un objectif commun, si celui-ci peut être fixé avec l'approbation de tous.

Cette méthode a ses défauts, certes, mais elle est praticable et a l'avantage de rendre aux syndicats leur visage réel, celui d'instrument d'intervention et d'émancipation de la classe ouvrière, et de confronter leur comportement avec la réalité.

Il y a des obstacles à cette pratique. Le plus important est celui des patriotismes des centrales et des disciplines d'organisation. Mais ces obstacles ne font que rendre évidents les défauts dont chaque centrale pâtit, et les rendre absurdes aux yeux des intéressés directs à la solution des problèmes, c'est-à-dire les travailleurs eux-mêmes.

Inviter les autonomes, les chrétiens, les F.O. à examiner ensemble une question matérielle, revient à éliminer les querelles de tendance et les rancœurs, pour rendre toute leur responsabilité aux organisations syndicales. Il faut savoir si, pour la question

des salaires, pour la réforme des circuits de distribution, pour le fonctionnement d'un comité d'entreprise, les syndicats intéressés feront intervenir des préalables cléricaux ou anticléricaux, des sympathies ou des antipathies gouvernementales, des considérations électorales, ou s'ils se limiteront à répondre aux tâches pour lesquelles ils se sont constitués.

Tous les problèmes ne pourront être abordés et réglés de cette manière. Il n'en reste pas moins que de nombreux problèmes, et les plus importants, le seront, et ne pourront l'être que de cette façon.

Il faut donc que le S.N.I. dise oui ou non s'il accepte de discuter avec la C.F.T.C., de s'entendre avec elle, de collaborer avec elle, pour les questions ouvrières. Et il faut que les militants chrétiens en fassent autant. Et F.O., et les autonomes.

La séparation peut intervenir, et les heurts, et les rivalités. Ce sera sur des points ou des positions extra-ouvrières. Du moins les divisions seront-elles alors explicables, compréhensibles, et resteront limitées.

Pourquoi disons-nous collaboration, entente, travail en coopération, programme limité mais commun entre syndicats libres ? Parce que si les organisations syndicales qui sont en dehors de la C.G.T. communiste ne sont pas en mesure d'œuvrer ensemble, elles seront manœuvrées par cette C.G.T., qu'elles n'ont jamais voulu reconnaître ou qu'elles ont quittée, mais qui leur donne un sentiment d'infériorité.

Quand Benoit Frachon, répondant à Pastre — pourtant bien timide et bien peu dangereux — déclarait : « Vous voulez donc faire l'unité sans la C.G.T. ? », il faut répondre, non par des phrases compliquées ou des formules évasives, mais par un « Oui », solide et définitif.

Oui, le travail en commun des syndicats libres doit se faire non seulement en dehors, mais contre la C.G.T. Et le jour où les syndicalistes auront compris que c'est là une méthode possible, ils remettront la C.G.T. à sa place, celle d'une modeste succursale d'un parti minoritaire, et eux se mettront à leur place véritable, celle d'un parti du travail authentique.

Que le S.N.I., la C.F.T.C., les autonomes et F.O. misent chacun pour soi sur la plus ou moins grande réceptivité des possibles ministères de demain à leurs doléances particulières, et le mouvement syndical continuera à végéter. Que les mêmes organisations lancent à travers le pays les campagnes de réformes que les salariés attendent et espèrent : réforme fiscale, réforme des circuits commerciaux, réforme des méthodes de construction, réforme des gestions d'entreprise, et le moteur social recommencera à tourner.

Louis MERCIER.

LE CONGRÈS DE PARIS

DU SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS

Le choix des questions à l'ordre du jour au congrès du S.N.I., les initiatives de son secrétaire général et l'écho qu'elles rencontraient avaient laissé prévoir des débats intéressants et largement ouverts sur l'avenir. Les espoirs ne furent pas tous déçus, mais la volonté du sommet, le désir de redonner au syndicalisme enseignant sa valeur d'avant-garde ne sont pas arrivés à soulever cette vague de fond que certains attendaient. Mais si les réactions des congrès d'instituteurs ne sont pas toujours spectaculaires, si nombre de sections ont un peu stagné dans une prudence corporative qui ne les préparait guère au rôle auquel les appelle aujourd'hui l'organisation, le retentissement du congrès S.N.I. dans les milieux militants et en particulier dans les organisations F.O., C.F.T.C. et C.G.T., a soulevé des échos et suscité des attitudes qui ne trompent pas.

La C.G.T. a mis en branle tout un appareil de propagande pour répondre à l'appel de Forestier. F.O. voit se dresser sa fraction agissante toujours intéressée par tout mouvement unitaire du syndicalisme libre et les minoritaires C.F.T.C. eux-mêmes ne sauraient, s'ils sont fidèles à leur lancée initiale, récuser les principes unitaires démocratiques remis en valeur par le congrès S.N.I. Ce sont ces principes que l'on peut appeler aussi ceux de la laïcité syndicaliste dont le syndicalisme tout entier est l'expression sociale tangible.

Aux yeux de beaucoup, le S.N.I. était un grand corps de 180.000 membres. Chaque année il prenait du poids et il perdait des forces ; il s'enfermait de plus en plus dans son corporatisme égoïste ; il avait perdu depuis pas mal de jours déjà le sens des grandes idées révolutionnaires qui avaient su lui conserver son autorité ; il était rongé par ces deux maux que sont l'Eglise de Rome avec ses cent visages, ses habiletés d'infiltration et sa souplesse de toujours et l'Eglise Rouge avec ses mêmes facultés d'adaptation aux circonstances, son même mépris des valeurs humaines et ses mêmes méthodes. Dans chaque section départementale, une poignée de militants s'efforçait de remonter le courant. Mais il fallait bien se rendre à l'évidence : la tentation de s'adapter au corporatisme immédiatement rentable était d'autant plus forte qu'elle était payée de succès, même auprès de la minorité communiste toujours prête à faire patte douce au réformisme sans réforme de tout repos. La fidélité aux principes était autre chose, elle plaçait souvent les militants devant des cas de conscience, elle obligeait à des choix, elle allait parfois à l'encontre des désirs de l'ensemble, elle obligeait à regarder plus loin que les fenêtres de sa classe, elle condamnait à voir les ouvriers nos frères autrement qu'à travers le pare-brise d'une automobile.

Les dirigeants du S.N.I. ont tenté cette année un retour aux sources du syndicalisme. Ils y auront réussi si le Congrès de Paris 1957 est suivi des mêmes échos et de la même émotion qui s'est manifestée au chant d'une « Internationale » qui venait après des mots d'ordre d'action précis lancés non seulement à chaque section, mais à chaque militant. Nous nous emploierons à cette tâche parce que c'est exactement celle que nous avons toujours préconisée.

LE VOTE DU RAPPORT MORAL

La discussion du rapport moral, comme à l'habitude, devait se terminer par une approbation (1.284 mandats pour, 441 contre et 138 abstentions). Rien d'étonnant, certes, pour ceux qui ont déclaré une fois pour toutes qu'ils voteraient toujours oui quoiqu'il arrive et quelle que soit l'action menée. Pour ceux qui attachent un sens plus précis à leur vote que celui de l'approbation inconditionnelle, le vote du rapport moral a été une défaite communiste. Brusquement, comme ils avaient voté oui depuis plusieurs années, une partie importante des néo-staliniens a voté non. La mesure du résultat obtenu par la stratégie des années précédentes a été concluante.

Cette année donc, le vote a été clair. L'action du bureau national au cours de l'année écoulée ne prête pas à confusion. En ce qui nous concerne, nous avons approuvé chaleureusement la prise de position de Forestier, Baude, Le Pemp, Desvalois lors du ratissage de Budapest par les chars encore appelés soviétiques : nous avons applaudi au lancement d'une souscription enseignante de solidarité. Par prudence probablement, au souvenir d'un certain congrès de la F.E.N., les amis de la C.G.T. n'ont pas trop insisté sur la question, mais ils ne pouvaient dire oui à Forestier. Le maître Fournial a critiqué l'action du bureau national en termes très modérés. Nous rendons hommage ici à la peine qu'il s'est donnée pour demander au congrès de ne pas toujours confondre C.G.T. et parti communiste. Bien que de nombreux jeunes assistent à ce congrès, nous ne sommes pas assurés du succès de son argumentation. Dans une certaine mesure, les militants savent quelle valeur il faut donner aux déclarations communistes. Et puis après tout, si tout est mélangé jusqu'à la confusion possible, ce n'est pas la faute des militants non-communistes. Si les cégétistes veulent la clarté, qu'ils s'en prennent d'abord à eux. Sur 1.400 délégués au dernier congrès de la C.G.T., il y avait 1.350 membres du P.C., c'est troublant. Pour en revenir au congrès, le chef d'orchestre ayant donné le ton, la discussion ne fut pas très dure.

Le ton du bureau national, par contre, le fut beaucoup plus et la vigueur avec laquelle l'attitude communiste fut condamnée laisse à penser que les dirigeants du S.N.I. ont effectué le durcissement nécessaire. Souhaitons qu'il ne soit pas trop tard, dans les sections où l'on s'était habitué à la collaboration réformiste-communiste.

Le parti communiste a accusé le bureau national, entre autre, de n'avoir pas toujours agi avec assez de vigueur contre les atteintes aux libertés, les saisies de journaux, les interdictions et les arrestations arbitraires. Forestier a dû rappeler que le jour de la manifestation contre les journaux et les bureaux du parti communiste, il était de ceux qui ont demandé la protection des sièges du P.C. A Budapest, ceux qui réclamaient cette même liberté de presse, de parole et de réunion sont tombés sous les balles russes.

L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

Baude, rapporteur, s'est employé à justifier le choix du sujet. Il a souligné la vanité d'acquisitions corporatives qui ne se rangeraient pas dans

un contexte social et il a cité pour renforcer sa thèse Monatte et la « Révolution Proletarienne ». Il a évoqué les grands problèmes de solidarité qu'il lie à l'indépendance des nations. Il s'est élevé contre la conception actuelle du 1^{er} Mai, jour férié reconnu et autorisé par l'Etat et souhaité qu'il redevienne la manifestation typique de l'internationalisme prolétarien. En bref, nous avons pu constater avec plaisir que cette thèse était intégralement celle de notre groupe unitaire démocratique de la Loire et de l'Union des syndicalistes. Nous aimerions que, dans la Loire, certains des corporatistes qui nous ont chassés l'an dernier en accord avec les communistes, aient, au moins mentalement, la bonne idée de se remémorer nos discussions depuis bientôt deux ans. C'est tout le mal que nous leur ferons.

LA DEFENSE LAIQUE

La question à l'étude — cette année, les associations familiales — l'est toujours avec grand sérieux. La motion finale est toujours votée à l'unanimité. Au S.N.I., tout le monde est laïque, même les communistes, même les membres de la paroisse universitaire. Chacun prend pour un an l'engagement de lutter de toutes ses forces contre l'Eglise envahissante et de redonner, enfin, au pays, la vigueur laïque d'antan. Seulement voilà ! ça ne va guère plus loin. Chaque année, il faut bien constater que les Eglises progressent. Nous, nous envoyons des lettres aux parlementaires. Et quels sont les groupements qui attirent les jeunes ? Avec une majorité laïque (quel bluff !), on n'a pas encore abrogé la loi Falloux et les lois Marie-Barangé, les millions de l'Etat continuent de tomber dans les caisses privées, le chef de l'Etat Français est allé à Rome et personne n'a pu l'en empêcher. La motion du congrès 1957 va-t-elle mettre un frein à cette marée cléricale ? Il est bien probable qu'elle ne changera rien ; il faudrait tout changer.

La défense laïque est une question sociale. Nous sommes battus parce que nous l'avons isolée. Les instituteurs luttent pour la laïcité quand ils sont au coude avec les ouvriers en grève, ils luttent pour la laïcité quand ils défendent la classe ouvrière algérienne opprimée, ils luttent pour la laïcité quand ils sont solidaires des peuples écrasés par les totalitaires. La laïcité, c'est d'abord la liberté, et ça ne se défend pas avec n'importe qui. L'importance prise par les questions sociales à ce congrès est pour nous un très bon augure. La laïcité en sera revalorisée et risque de n'être plus ravalée au rang de tremplin électoral en vue d'un renforcement de majorité ou d'un quelconque front populaire.

LES QUESTIONS PEDAGOGIQUES

En tant que techniciens, nous avons le devoir de suivre de très près les propositions de réforme de l'enseignement, nous avons le devoir de donner notre avis partout, même et surtout là où on ne nous le demande pas ; en tant que laïques, nous devons veiller à ce que l'enseignement réformé ne soit pas tout simplement une perturbation apportée à l'enseignement public tandis que le privé remettra en ordre les quelques bastions ébranlés par notre action : en tant que syndicalistes et partisans du véritable socialisme (on n'ose plus dire socialistes tant les mots ont perdu de leur sens), nous devons nous attacher à défendre tout projet qui donne à tous les enfants, quelle que soit leur origine, les mêmes chances de réussite. Pour le moment, nous devons défendre le « tronc commun » et penser à l'organisation sérieuse des classes terminales qui, à aucun prix, ne doivent devenir des « dépotoirs ». Les problèmes à résoudre seront multiples, ne les écartons pas,

car la réforme, en définitive, sera ce que nous la ferons. Les congrès successifs du S.N.I. ont apporté des études précises sur quelques questions essentielles. A nous de les suivre et de les diffuser. La question de cette année : « Contenu des classes terminales » entre dans ce cadre d'études.

L'AFRIQUE DU NORD

Les positions du S.N.I., si elles ne sont pas toujours révolutionnaires, ont le mérite de n'être pas lancées à la légère. C'est le cas de l'idée de « conférence de la table ronde sans exclusives ni préalables » pour régler la question algérienne. Renseigné par les instituteurs d'Afrique du Nord qui ne sont pas tous des colonialistes comme certains veulent bien le dire, informé grâce à de nombreux contacts avec des leaders de tendances diverses et aussi grâce à de nombreuses tournées d'étude en A.F.N., aidé dans ce domaine par une certaine liberté vis-à-vis des dirigeants de la politique française, le bureau national a lancé cette idée qui, si elle n'apporte pas de solution immédiate, a au moins le mérite d'en laisser prévoir une.

Déjà certains leaders algériens en acceptent l'idée. Le télégramme de sympathie adressé au congrès par Messali Hadj, chef du M.N.A., prouve assez clairement que tous les espoirs ne sont pas perdus. La conférence de la table ronde ne satisfait pas les militants franchement révolutionnaires qui postulent la reconnaissance de l'indépendance algérienne. Ils oublient que la conférence n'est pas une solution en elle-même ; pour réussir il faut qu'elle s'ouvre avec tous les représentants qualifiés de la population algérienne, elle ne doit poser aucune condition préalable. Sa tâche ne sera pas facile, le résultat incertain, mais quoi qu'il en soit elle porte plus d'espérances que le massacre actuel.

Le problème algérien pèse lourdement sur toute l'Afrique du Nord. Les représentants du Maroc et de Tunisie n'ont pas caché leur inquiétude de voir tout remis en cause dans leur pays si, d'ici peu, la question algérienne n'est pas réglée. Hivernaud, du Maroc, rappelle l'erreur monumentale de l'arraisonnement de l'avion marocain et de l'arrestation des cinq chefs du F.L.N. Il souligne, comme l'a déjà fait Philippe, du Maroc également, les sévères répercussions de la guerre d'Algérie sur l'économie marocaine et sur l'état d'esprit général. Mazeas, de Tunisie, dit au congrès les raisons qui poussent les Français à rentrer dans leur pays ; montre les difficultés auxquelles se heurtent ceux qui veulent rester. Il demande que les engagements pris par le gouvernement tunisien, particulièrement en matière syndicale, soient respectés, il accuse le gouvernement tunisien d'avoir noyé l'organisation syndicale ; depuis que son leader a été écarté, cette organisation a failli à sa tâche comme il arrive toutes les fois qu'une organisation de cette essence se soumet à un Etat ou à une idéologie quelconque. Comme les camarades du Maroc, il souligne les dangereuses répercussions des événements d'Algérie sur la vie en Tunisie et particulièrement l'avenir des Français y résidant.

L'UNITE SYNDICALE

L'appel signé de Forestier, Pastre et Lapeyre, quelques semaines avant le congrès en a été la pièce maîtresse. L'acharnement que la bureaucratie syndicale avait déployé pour le combattre au récent congrès de la C.G.T. montre clairement que la portée en est grande. Une proposition unitaire véritable qui ne vient pas de la C.G.T., qui ne préconise pas un alignement sur « la centrale des travailleurs » ne pouvait pas avoir un autre sort. Les cégétistes lui préférèrent, évidemment, la tactique de l'unité d'action qui permet

l'amalgame consécutif de tous les petits syndicats non encore politisés. Forestier, parce qu'il demande une libre expression des tendances, en vue d'une réelle démocratie, a été accusé de préconiser l'organisation de fractions au sein des syndicats et du S.N.I. en particulier. Les militants du S.N.I. heureusement savent bien la différence entre une tendance et une fraction comme l'était la F.E.N. G.C.T. dissoute, malgré sa propre volonté, sur les ordres du parti communiste dont elle était l'organe d'exécution au sein de notre syndicat.

Votez le rapport moral, votez la motion d'orientation de la majorité, votez les conclusions du débat sur l'internationalisme prolétarien, les signataires de cet article, en toute connaissance de cause approuvent l'initiative de Forestier. Ils sont prêts à la populariser. « Les tentatives de domination du mouvement syndical par un parti politique sont toujours à l'origine des scissions syndicales, puisqu'elles postulent l'attachement inconditionnel au parti et à la politique internationale d'un bloc d'Etats... à notre avis le syndicalisme, quel que soient les enjeux dont il est l'objet et les pressions de tous ordres que connaissent ses militants, se doit de veiller jalousement à ce que les mots d'ordre soient élaborés en son sein et de rester maître constamment de ses initiatives et de son action ». Rassembler à la base ceux qui approuvent ces idées tenter de redonner à la démocratie syndicale son sens et sa force de combat, n'est-ce pas le travail que notre équipe essaie de réaliser dans la Loire face aux bureaucraties, aux corporatismes et aux arrivismes ?

EN CONCLUSION

Toujours vu sous l'angle de la Loire, ce congrès 1957 a laissé les représentants du Groupe unitaire enrichis par l'expérience départementale en 1956, assez optimistes.

— Le vote sur Poznan à Grenoble, nous avait passablement inquiétés. Le souci majeur du bureau national de se détacher des staliniens et l'écho que ce souci a reçu du congrès, plus attentif et plus sensible que les années précédentes nous reconfortent.

— La crainte de voir le S.N.I. sombrer dans le corporatisme s'efface devant la place prise par les questions sociales. On ne se moque plus des « anarcho-syndicalistes antédiluviens », on les cite pour s'en inspirer.

— La position de la plupart des militants du Maroc et de Tunisie face à la guerre d'Algérie, leurs préoccupations face à un état de faits qui compromet leur position, le fait qu'ils demandent sans sourdine la fin des hostilités, nous donnent pleinement raison dans notre section.

Nous ne cacherons pas qu'il reste néanmoins quelques critiques à adresser au bureau national : hésitations au moment de lancer la grève de défense laïque, absence de réaction massive et spectaculaire au moment de la visite à Rome du président Coty, refus d'admettre une tribune libre dans « L'Ecole libératrice », tendance à repousser systématiquement tout ce qui ne vient pas de la majorité. Enfin, pour nous, demeure le souvenir de notre combat sans espoir de 1956.

Que faisaient en ce congrès nos majoritaires corporatistes de la Loire ? Le bureau national, à tous propos, s'exprimait avec des termes qui auraient pu être les nôtres et sur lesquels ils nous ont condamnés. Nous espérons qu'ils accorderont leurs violons sur celui de Forestier et qu'aux prochaines élections ils seront plus syndicalistes révolutionnaires que nous. Rappelons pour mémoire que les majoritaires en question sont les mêmes qui, l'an passé, ont uni leurs efforts à ceux des amis de la C.G.T. pour chasser de la direction départementale les « anarcho-syndicalistes » si-

gnataires de cet article. Evidemment, la lecture des barèmes de promotions aux choix, le calcul des traitements et le mouvement du personnel, s'ils sont très prisés par l'ensemble, ne suffisent pas à la prévision des grands mouvements sociaux. Nous espérons que nos camarades de la Loire en seront persuadés et qu'ils se déferont de la tactique qui, encore cette année au congrès de Paris, a fait de notre section une de celles enregistrant les plus forts pourcentages de mandats pour l'orientation communiste-Fourmal, ce qui n'est pas à notre honneur.

Après ce congrès, auprès des organisations comme auprès des militants, le bon travail unitaire démocratique des syndicalistes libres est amorcé. Tant à l'Union des syndicalistes que dans notre section, nous sommes prêts à nous y donner pleinement.

DUPERRAY, FOLCHER, BARLET.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Assemblée générale

Elle se tiendra le **SAMEDI 12 OCTOBRE**, à 15 heures, au local du 79, rue Saint-Denis (métro Châtelet).

ORDRE DU JOUR :

I. Situation de l'Union en liaison avec la situation ouvrière.

Brochures en préparation.

Le problème de l'unité syndicale (déclaration Forestier, Lapeyre, Pastre).

II. Liaisons internationales de l'Union des Syndicalistes.

III. Questions diverses.

Le Comité de l'Union qui s'est réuni le 26 septembre convoque cette assemblée générale. Il espère que les camarades répondront en nombre à cette convocation. La situation exige leur présence et leur participation active.

Les premières explosions de la révolte ouvrière contre la politique « classique » du gouvernement (nous voulons dire : méthodes éprouvées d'exploitation renforcée) se sont déjà fait entendre. Au moment où paraîtront ces lignes et à celui où se tiendra notre assemblée, ces explosions se seront probablement amplifiées.

Nous aurons à examiner le tableau de la lutte ouvrière. C'est à dessein que nous y avons lié notre activité. Deux brochures sont actuellement dans un état de préparation qui pourrait permettre leur parution prochaine : celle de nos camarades du bâtiment sur le problème de la construction et du logement (**Est-ce que le bâtiment va ?**) et celle des camarades de la Loire sur la situation ouvrière de leur département en liaison avec le problème de l'unité ouvrière.

C'est justement ce problème sur lequel nous voudrions que la discussion de notre assemblée fût principalement orientée. Nous demandons aux camarades de s'y préparer spécialement. D'abord en lisant et en méditant la déclaration de Forestier, Lapeyre et Pastre : « Pour un mouvement syndical uni et démocratique ».

La deuxième partie de notre assemblée sera consacrée à entendre et discuter un rapport de notre camarade Louis Mercier sur les relations qu'il a établies pendant la période des vacances avec des camarades de divers pays et qui sont sur une position voisine de la nôtre. Nous constaterons que nous ne sommes pas seuls.

Encore une fois, nous demandons aux camarades de faire un effort spécial pour que cette réunion de rentrée soit un succès.

R. G.

L'ECOLE PRIMAIRE LIBÉRATRICE ... SI ELLE EST EMANCIPÉE

Dans un premier article (1), après avoir exposé les termes essentiels de la Réforme de l'Enseignement, nous avons tenté une défense du Primaire, accablé par les adversaires comme par les partisans de la Réforme.

Nous n'avons pas à rougir de notre solidarité corporative. Mais en participant au débat, nous voudrions nous élever au-dessus des intérêts de catégorie, sur le plan du syndicalisme universitaire, c'est-à-dire de l'Université au service de la classe ouvrière.

Le Primaire doit-il tourner le vase intact et vide que l'on remplira dans le Secondaire ?

On nous accable au nom des disciplines intellectuelles. Qu'en pensent des maîtres incontestés ?

Charles Guignebert — grand spécialiste de l'histoire de l'Antiquité et du Moyen Age — disait à de futurs professeurs : « Vous croyez que vos élèves ont acquis des idées parce qu'ils répètent des mots. »

Et Alain n'a-t-il pas confessé dans ses mémoires : « On m'apprenait du latin et du grec ; comme j'avais une bonne mémoire je passais pour intelligent. En réalité, mon intelligence ne s'exerçait qu'en dehors du collège et toujours sur des mécaniques. »

Le même qui cependant a méconnu la pédagogie nouvelle, n'a-t-il pas formulé la tendance fondamentale de l'école active, lorsqu'il a opposé l'ouvrier dont la pensée s'exprime en actes et le bourgeois cultivé dont la pensée s'exprime en mots.

Tout cela évidemment qui porte le débat sur le plan « éducatif » ne confirme, ni n'infirme le grief majeur : la carence des automatismes de base. Mais certains semblent avoir découvert assez tard ces nécessités élémentaires.

Il y a trente ans, on entendait souvent des examinateurs du baccalauréat relever les savoureuses fautes d'orthographe (ou même de syntaxe) dans les dissertations ou les grossières erreurs de calcul dans les copies de mathématiques. Mais sur le ton de la plaisanterie. Aujourd'hui si un élève de sixième bute sur un participe passé des verbes pronominaux ou sur une division de nombres complexes... on entend un chœur aussi pitoyable que celui des vieillards des Perses accueillant les restes de l'armée de Xerxès.

C'est qu'autrefois on était en famille. Aujourd'hui la « cohue des médiocres » déferle du Primaire. Alors que tous les vieux instituteurs savent que cette fameuse acquisition d'automatismes n'était presque jamais accomplie dans les classes terminales d'autrefois (de 12 à 13 ou 14 ans), les professeurs entendent qu'on leur livre des enfants aptes à reproduire exactement ce qu'on leur offre. Que les parents qui lisent ces lignes tentent simplement d'imaginer le « dépaysement » d'un enfant de 11 ans ou même de 10 qui quitte son maître unique pour tomber sous huit ou neuf disciplines quelquefois divergentes, jamais symétriques. Qu'ils se gardent ce-

pendant d'excuser en de tels termes les défaillances de leur progéniture ! Ce serait la perdre dans la cohue des médiocres. En incriminant le « maître unique », ils se confèrent des titres de noblesse, à eux et à leur fils ou fille.

Que les agrégés syndicalistes dénoncent avec nous le mandarinate

Car c'est à cela que nous ramènent les imprécations contre le Primaire et les oppositions au fameux Tronc commun. A une défense consciente et concertée chez les uns, instructive et inquiète chez les autres, des privilèges d'une caste — à la sauvegarde d'un ordre privilégié. Nous n'entendons pas par ces propos abandonner le droit de critiquer le projet actuel, d'exprimer notre crainte constante d'un déclassement des intelligences ouvrières. Jaurès disait déjà avant 1914 : « Rien n'est changé si le fils d'ouvrier peut devenir magistrat. Mais si tous les ouvriers doués peuvent accéder à une haute culture morale, leur façon de gérer les intérêts ouvriers s'en ressentira pour le bien de tous. »

Les partisans du Tronc commun, qui paraissent les plus hardis, n'envisagent guère qu'une promotion ouvrière enrichissant les cadres sociaux et consolidant la hiérarchie. On peut contester la valeur syndicaliste de leurs ambitions.

Mais on ne peut contester que l'opposition au Tronc commun... (qui peut se traduire par la mutilation de la chose sous le maintien du mot) se présente comme l'antithèse du syndicalisme universitaire.

Nous qui n'avons plus rien à ménager, sinon de fidèles amitiés, c'est à nos amis du Secondaire que nous pensons en secouant une unanimité à laquelle ils ne se sont ralliés que par solidarité corporative ou esprit de corps. (Exceptons par préjugé favorable nos camarades de l'Ecole Emancipée, si Cheramy parle en leur nom).

On voudrait entendre des militants syndicalistes — dont on a pu apprécier la fermeté en d'autres circonstances — comme Mérat, Janets, Ruff, Dubois (2). S'ils parlaient, bien des voix isolées s'uniraient en concert impressionnant.

(2) Louis Mérat fut l'un des fondateurs de la Fédération de l'Enseignement, Maurice Janets le premier secrétaire du syndicat des professeurs de lycées, Ruff professeur agrégé, dont les tendances sont proches des nôtres s'est maintenu au secrétariat du syndicat de l'E.N. de la région parisienne, tout en s'affirmant militant F.O. Dubois également professeur de lycée fut le premier secrétaire de l'Union F.O. de Seine-et-Marne.

Il convient de rappeler que l'ahurissante décision du Bureau confédéral F.O. d'exclure les enseignants qui représentaient F.O. au sein des syndicats autonomes a privé la centrale de militants comme Ruff et Dubois. Pour les bureaucrates syndicaux, ce ne fut pas un sacrifice... mais un soulagement.

La Fédération F.O. de l'Education Nationale en est morte. Le Centre d'Education ouvrière agonise... Le « bonze » joue dans le syndicalisme un rôle analogue à celui du mandarin dans l'Université.

(1) Cf. R.P. N° de septembre 1957.

La sélection aristocratique

Le syndicalisme universitaire, en effet, porte un héritage dont le « Tronc commun » et tous les plans d'après guerre — la réforme Langevin incluse — ne sont que des succédanés ou des ersatz.

Il ne s'agit même pas du projet Jean Zay établi en 1937, dans l'euphorie du Rassemblement populaire, sur les suggestions — d'ailleurs assez hâtivement composées — de la Fédération de l'Enseignement.

L'héritage, c'est ce que le syndicalisme universitaire — réduit dans le Secondaire et le Supérieur à des minorités convaincues et audacieuses — avait conçu et construit au sein de la C.G.T. et de la *Fédération syndicale internationale*.

Il n'était certes pas question d'un programme révolutionnaire — tel celui de Thierry — c'est-à-dire préparant au sein de la société bourgeoise *non la promotion ouvrière, mais la gestion ouvrière*. Mais c'était du réformisme honnête et efficace et dont l'application ne contrariait pas les espoirs de révolution sociale.

C'était surtout la seule application acceptable pour nous du « concept d'école unique ».

Dans leur principe essentiel, le projet de la C.G.T. et celui de la F.S.I. votés en 1933 ne modifient pas les conditions de la sélection, ils en rejettent totalement l'idée. Toute sélection scolaire aboutit en effet à la consécration d'un privilège pré-établi, héréditaire et social dans la grande majorité des cas. Il n'y a aucune différence quant au principe entre les monopoles aristocratiques de l'ancien régime, le monopole bourgeois des études secondaires avant le lycée gratuit, le choix plus ou moins arbitraire des « élus » dans le lycée gratuit.

Le lycée ne fut jamais le lycée payé. La rétribution scolaire avait exactement le même effet que le cens électoral... réserver les études aux enfants fortunés. Marthe Bigot nous démontrait en 1925 que dans le prix des études secondaires, la part de l'Etat égalait six ou sept fois celle de la famille. Zoretti ramenait celle-ci à 20 % de la dépense (le ticket modérateur des Assurances sociales). Aujourd'hui, d'ailleurs, si la rétribution scolaire n'existe plus, les études secondaires (a fortiori les études supérieures) ne sont pas gratuites. Il n'empêche que la participation de l'Etat — c'est-à-dire de la collectivité — atteint un multiple de la charge familiale qu'il conviendrait de calculer... ne serait-ce que pour rappeler à plus de discrétion, les médecins hostiles au projet Gazier.

Mais même si l'on excluait ce préalable financier, la sélection toujours arbitraire n'a pas d'autre but que la discrimination de l'élite. Arbitraire, parce que son moment est déterminé — non par des réalités biologiques — mais par la distance à parcourir. On choisit à onze ans (même à dix ans) le futur bachelier parce que l'on veut qu'il soit bachelier à dix-huit ans au plus tard.

Arbitraire, parce qu'elle dépend de normes immuables que personne n'oserait discuter. L'élite doit être composée de latino-hellénistes... à la rigueur de mathématiciens supérieurs, dignes de Polytechnique (3). Ne reprenons pas le débat sinon pour

(3) Henri Marrou constatait dernièrement que « dès la 4^e, même dès la 6^e, on dope les élèves de l'Enseignement long dans les classes de mathématiques, afin de préparer un petit peloton de tête au concours d'entrée à l'École polytechnique ». Et comme il s'agit du concours « type », les autres Instituts qui forment des ingénieurs s'efforcent d'atteindre le niveau supérieur des « taupins ». Ainsi l'Institut agronomique aurait fortement alourdi son programme de mathématiques au détriment de celui des sciences d'observation (le propos de Henri Marrou paru dans *Le Monde* est repris et commenté dans *Reconstruction* d'octobre 1955).

souligner la prétentieuse outrecuidance de ceux qui justifient cette primauté par le miracle grec ou le génie d'Einstein. La sagesse grecque a traversé l'histoire, portée par les caravanes des Arabes, les écrits d'Erasmus ou la poésie de Racine jusqu'à d'humbles esprits primaires, peut-être jusqu'à cette phalange syndicaliste d'avant 1914, forte — disait Romain Rolland — de son pessimisme enivré. Le retrouve-t-elle dans les « Vadius » d'aujourd'hui — descendants de celui de Molière — dont l'hellénisme pare la myopie intellectuelle. Et faut-il rappeler que le grand mathématicien Laplace fut au lycée un fort médiocre élève... en mathématiques. Mais ces logiciens tournent sur eux-mêmes. Ils affirment que l'étude du latin développe l'intelligence... et pour le prouver ils entendent choisir les élèves qu'ils croient les plus intelligents pour en faire des latinistes.

Arbitraire, surtout parce qu'elle entend fixer l'avenir sur un présent incertain ou plutôt sur une situation tout à fait stable, parce qu'héréditaire.

— Faut-il donc nier les inégalités naturelles ? Non, mais il faut les apprécier par la personne et l'action de l'adulte et non par le rendement scolaire de l'enfant. Et reconnaître peut-être que ces inégalités expriment une hiérarchie des valeurs établie par l'autocratie financière ou intellectuelle.

Patrimoine syndicaliste

Aussi les deux projets syndicalistes, en fixant à dix-huit ans la fin de la scolarité obligatoire prévoient-ils un cycle d'orientation de 11 à 14 ans. Celui de la F.S.I. apportait les précisions suivantes :

« L'établissement des diverses périodes d'enseignement est basé sur la formation psychique et physiologique de l'enfant. Quatre périodes sont à distinguer : I. Première enfance ; II. Période pré-pubère ; III. Puberté en formation ; IV. Période adulte.

Ces périodes correspondent respectivement :
au jardin d'enfants ;
à l'école de base ;
à l'école moyenne inférieure ;
à l'école moyenne supérieure de préparation professionnelle et de préparation universitaire.

Pendant les deux premières périodes et une partie de la troisième, l'enseignement est le même pour tous les élèves. Dans la deuxième partie de la troisième période, il est diversifié afin de manifester leurs goûts et leurs aptitudes.

On veut bien reconnaître qu'il y a loin du « Tronc commun » à cette organisation peut-être utopique. Mais il n'y a pas tendances divergentes. Ceux qui s'opposent au « Tronc commun »... ou veulent le réduire à une année d'essais dont un mois de « période blanche », s'engagent dans une direction absolument contraire à celle du syndicalisme universitaire.

Les instituteurs enseignent-ils bien ce qui est faux ?

Deux autres tendances fondamentales avaient uni la petite minorité de professeurs syndicalistes à la majorité des instituteurs syndiqués.

C'étaient la primauté accordée à la fonction enseignante et à la vocation éducative — et la fidélité aux classes populaires.

Les titres universitaires confèrent des grades avec le droit d'enseigner certaines disciplines particulières dans des établissements situés plus ou moins haut sur l'échelle. Garantie d'ordre strictement professionnel. En luttant par exemple pour que le Brevet supérieur ou le Baccalauréat soit la condition légale minimum du droit d'enseigner, le syndicat national des Instituteurs entendait arracher les en-

fants du peuple aux clients de l'Eglise et aux « marchands de soupe » des institutions privées.

Lorsque le droit d'enseigner est acquis, il paraît normal que les spécialistes restent chargés de l'enseignement des disciplines et techniques spéciales dans tous les établissements du deuxième degré. Au contraire dans le Tronc commun, les matières communes exigent essentiellement des qualités pédagogiques, un effort d'éducation qui révèle les possibilités propres de chaque élève. Le choix des maîtres doit donc être déterminé par ces seuls critères. C'est dire que les bons instituteurs peuvent présenter leur candidature, avec quelque chance de succès.

On a évidemment assisté à ce sujet à une affligeante compétition — où trop souvent l'argument désintéressé cachait mal le mobile assez sordide de défense d'une catégorie. Corporatisme étroit, sans doute, mais fatal dont nous ne voulons pas ici instruire le procès.

Ce qui est beaucoup plus grave, c'est que les représentants du Secondaire — peut-être pas dans les congrès à publicité gênante, mais dans les conseils universitaires où l'on n'est pas obligé à autant de prudence — ont mené avec une ténacité remarquable la bataille contre l'instituteur primaire, l'école primaire, l'esprit primaire...

Est-ce par souci d'accorder une prime à la culture désintéressée ? Il serait assez facile de prouver que de nombreux instituteurs prolongent leurs études bien au delà de leur titularisation, qu'ils sont souvent des étudiants des Facultés appréciés des professeurs les plus libéraux ; qu'en 1922, Bracke — helléniste éminent avant de devenir leader guesdiste — portait à la tribune de la Chambre des Députés, un hommage éclatant à l'*Ecole Emancipée* — déjà l'organe du syndicalisme révolutionnaire — pour la qualité de ses études et de ses recherches.

Est-ce parce que l'école primaire est incapable de porter l'enseignement au delà du Certificat d'Etudes ? Mais les élèves des Cours Complémentaires — prolongements du Primaire, parents pauvres du deuxième degré — se tiennent assez bien lors des compétitions avec les purs produits du deuxième degré.

Serait-il vrai que l'esprit primaire soit à proscrire dans un cycle d'orientation ? Il y est au contraire, tout à fait à sa place, car, par définition et par la force des choses, il fixe l'attention sur TOUS les élèves d'une classe sans exclure a priori celui qui paraît inapte ou hostile.

Non, le barrage que l'on veut établir n'est pas seulement un moyen de défense corporative, et n'est aucunement une protection de la... « culture ».

C'est la muraille derrière laquelle le mandarinat abrite ses privilèges et son prestige.

Bay — ancien secrétaire du syndicat autonome de l'Enseignement du 2^e degré — l'a reconnu implicitement (Conseil du Second degré - 16 juin 1955).

« Si nous exigeons la licence, c'est qu'il est plus nuisible de bien enseigner quelque chose de faux que de ne rien enseigner... »

Domage que l'on ne puisse poser deux questions à cet honorable professeur :

1) Peut-il prouver que d'une manière générale les instituteurs non licenciés sont capables d'enseigner quelque chose de faux (notons que le « bien enseigner » est un hommage autorisé à leur valeur pédagogique) ?

2) Peut-il prouver qu'un licencié... ou même un agrégé est incapable d'enseigner quelque chose de faux ?

Mais sa réponse, s'il voulait la formuler franchement, serait unique et simple. Le titre garantit le savoir et la probité intellectuelle. Un seul moyen

de contrôle... la fiche d'identité du professeur. Si celui-ci est licencié, ce qu'il dit est à peu près vrai. S'il est agrégé, c'est absolument vrai. L'agrégé, cité par Louzon, qui consacrait la trahison de Rajk dans son Histoire de la Hongrie disait vrai... à l'époque. En arrachant aujourd'hui la page meurtrière, il respecte la vérité... d'aujourd'hui. Un médecin de Molière disait déjà qu'il vaut mieux mourir selon les règles que guérir contre les règles... Le mandarin toujours infallible a toujours raison...

La permanence de l'instituteur en son pays

Il n'est plus possible d'affirmer que le maître primaire reste toujours fidèle aux classes populaires. Hélas ! « l'embourgeoisement » sévit quelquefois dans le recrutement, souvent en cours de carrière. Mais l'instituteur demeure normalement dans son département de la titularisation à la retraite. Quelle que soit son ambition il ne va guère plus loin que le chef-lieu où il retrouve des visages qui lui sont familiers, des activités et des institutions dont les ombres ont caressé son enfance. Cette fidélité plus ou moins volontaire au terroir, cet intuitif localisme ou régionalisme ont lié dans le passé aux Unions départementales de syndicats, des instituteurs que le syndicalisme n'avait touchés à l'origine que par ses racines corporatives.

Les « mandarins » — sur le plan universitaire — peuvent raisonnablement critiquer le vase clos des Ecoles Normales, l'enseignement au rabais des Cours Complémentaires.

On ne peut leur reprocher d'être imperméables à des exigences d'ordre social qu'un professeur syndicaliste a saisies et comprises, lors de sa participation à la vie d'une Union de syndicats.

Sur le plan pédagogique, les instituteurs sont qualifiés pour enseigner les matières communes dans le Tronc commun (plutôt pour éduquer les élèves en contact avec les matières communes). Mais sur le plan social, le Syndicat des Instituteurs doit combattre pour que les classes de *fin de scolarité obligatoire*, prolongées hors du Deuxième degré, après l'orientation, demeurent réservées aux primaires. Et il doit tenir cette position avec la plus rigoureuse intransigeance. Car là se regrouperont les futurs ouvriers salariés. Il est certain que tous les instituteurs ne sont pas également capables d'arracher ceux-ci à l'effroyable complexe d'infériorité. Il n'est pas certain que les plus capables y réussissent. Mais il est certain qu'abandonnés à des gens qui ne sont pas de chez eux, ces futurs ouvriers seront beaucoup plus aisément dominés et encadrés par les mandarins, les technocrates, les partisans politiques.

Le primaire, base de résistance au totalitarisme

Nous touchons en effet à l'essentiel du débat. Roger Millot l'un des représentants les plus avisés et les plus clairvoyants des cadres conservateurs et réactionnaires, a fort exactement précisé la « grande peur » des adversaires de la Réforme, en son article de la Revue des deux Mondes du 1^{er} juin.

« Favoriser la promotion du plus grand nombre en abaissant les barrières économiques et sociales qui s'y opposent trop souvent ne saurait nous faire oublier toute l'importance que revêt l'adaptation de l'homme à son milieu naturel, familial, intellectuel, social ».

N'objectez pas qu'il pense comme nous, qui redoutons certaines formes de promotion ouvrière. Car justement nous espérons toujours qu'une véritable éducation empêchera heureusement l'ouvrier de s'adapter à la société, tout en s'adaptant à son métier et en restant fidèle à sa classe sociale.

M. Roger Millot au contraire veut cristalliser la société dans ses structures actuelles. Aussi tout naturellement cherchera-t-il à convaincre ses lecteurs que la Réforme tend à une forme particulière de « totalitarisme » par l'uniformité des études et le dirigisme de l'orientation. Ce n'est pas un argument hypocrite. Le capitalisme classique — qu'il représente — ne peut vivre sous la contrainte totalitaire.

Mais la « primarisation » des études, l'influence des primaires ne mènent-ils pas à consolider et développer les succès des post-staliniens ?

On le dit. Contre la « mécanisation de la vie humaine », le monolithisme intellectuel du totalitarisme rouge, M. Emery a lancé l'anathème. Et dans le *Combat Social*, l'un de ses disciples — à propos du livre de Georges Duveau — déplore l'influence dominante du fanatisme communiste dans les générations de Normaliens primaires.

Noble courroux ! Précieuse vigilance. Qu'on aurait désirés moins discrets, lorsqu'un babilla français de huit ans se figeait dans un garde à vous parfait devant le chef Marcel Déat (4).

On ne pourra nous reprocher un excès d'indulgence à l'égard des instituteurs staliniens. Et pourtant, c'est justement notre constance antistalinienne qui nous incite à préférer les primaires aux autres dans les classes fréquentées par les enfants ouvriers.

Allons-nous encore provoquer le scandale, en alignant ici des observations qui seraient banales, si l'on s'en tenait aux faits tout nus ?

Sans doute les promotions normaliennes sont-elles presque toutes contaminées par le virus stalinien. Et cela depuis 1945, depuis d'ailleurs que les agrégés enseignent en grand nombre dans les Ecoles Normales. On peut facilement apprécier le résultat dans les votes de nos congrès. Dix promotions sont sorties... cela devrait représenter une belle phalange de jeunes propagandistes. Or en affirmant que la minorité stalinienne n'a pas progressé depuis dix ans, nous n'exagérons pas dans l'optimisme. Ajoutons que cette minorité ne se déplace guère, que les départements où les staliniens dominent sont les mêmes qu'en 1945... avec une très légère marge de fluctuations. Cette résistance au totalitarisme rouge témoigne donc de la fermeté au sommet, mais aussi d'un solide bon sens à la base.

Dans l'enseignement secondaire, chez les professeurs de lycées, le stalinisme fut plus virulent, et il est des catégories où il domine encore.

Le syndicat de l'Enseignement supérieur pendant longtemps apparut comme une dépendance de l'intelligentia moscoute. Dans l'Enseignement technique, proliféra l'espèce du stalinien... par obéis-

(4) Nous n'entendons pas rouvrir contre M. Emery et quelques autres des procès dont nous avons souvent flétri l'arbitraire et la cruauté. Nous n'aurions rien dit si l'on subissait encore les fastes sanglants de l'épuration. Mais il semble qu'aujourd'hui on peut discuter sur le plan des opinions et des idées. Nous n'inventons rien, en rappelant que la mystique du chef omnipotent et omniscient a été librement acceptée ou même âprement soutenue par certains qui se présentent aujourd'hui en avocats de l'intelligence contre la barbarie primaire. Ce n'était pas — en particulier dans le cas de M. Emery — un motif d'exécution ou de persécution. C'est simplement pour nous une raison de méfiance et de vigilance.

On nous dira que l'audience de M. Emery est fort limitée. On nous l'a déjà dit à propos d'André Louclot, du BEDES, de Laurat, d'autres.

Mais notre public comprend des jeunes particulièrement intéressants parce qu'ils sont séduits par tout ce qui semble respirer l'hérésie... et des « moins jeunes » qu'excède le conformisme des majorités. Nous ne sommes pas assez forts pour les laisser s'égarer...

sance. Le directeur au ministère, lui-même « encellulé », se soumettait docilement aux ordres de certains de ses subordonnés jouissant de la confiance du parti. Et de nombreux directeurs d'établissements et de centres, anciens fidèles de Pétain, traversèrent facilement sous l'uniforme stalinien les barrages de l'épuration.

A titre indicatif, regardons la répartition des voix au congrès fédéral de 1956. Sur l'orientation, on avait le choix entre une motion Baillet de la majorité autonome — une motion stalinienne présentée par la section-cobaye des Bouches-du-Rhône — une motion Ecole Emancipée.

Le syndicat de l'Enseignement supérieur après avoir voté contre le rapport moral, s'abstient dans les autres votes.

Les syndicats du petit personnel, les plus proches du prolétariat : agents de l'E.N., Manufacture de Sèvres, personnel des Académies, personnel des Archives ne comprennent aucune minorité stalinienne, numériquement existante.

De même dans l'Enseignement technique : les centres d'apprentissage (qui tiennent directement à la classe ouvrière) ne donnent que 3 mandats aux staliniens contre 124 à la majorité et 7 à l'Ecole Emancipée. Tandis que les professeurs du Technique accordent aux staliniens plus du tiers de leur représentation (119 mandats sur 346).

Les chercheurs scientifiques (du Supérieur et du Secondaire) sont staliniens en majorité (28 mandats contre 11). Et le Secondaire accorde aux staliniens tout près du quart de ses mandats (167 sur 644). Tandis que le syndicat des Instituteurs leur accorde 113 mandats sur 1.497, soit à peine le treizième de sa représentation.

Même fort approximative, cette évaluation reste éloquent. Elle prouve que la « culture secondaire et supérieure » n'immunise pas contre les virus totalitaires.

On peut même se demander s'il s'agit d'aveuglement ou d'adhésion en toute connaissance de cause. C'est très souvent parce qu'ils sont abusés que des ouvriers ou de jeunes instituteurs se livrent à ce qu'ils prennent encore pour le communisme.

Le mandarin et le technocrate (5) ne se trompent guère. Ils savent que le service du Parti ou — ce qui est pire — les escapades dans les zones « sympathisantes » ne leur nuiront pas en régime démocratique (pour ne pas dire que cela servira leur carrière dans quelques secteurs monopolisés, comme la géographie, la psycho-pédagogie... même l'histoire). Et si le chambardement est nécessaire, ils attendent d'un Etat omnipotent, la survalorisation de leurs primes hiérarchiques.

Le totalitarisme s'est imposé en Italie, en Allemagne, en Russie par le jeu d'une phalange de déclassés. Mais là où les classes sociales sont déjà fortement constituées, il lui faudra créer hors des classes sociales, des ordres privilégiés à qui la soumission politique rapportera une sorte de magistrature dorée. Ne l'oublions pas, en étudiant les problèmes d'enseignement.

(5) Que nos contradicteurs éventuels évitent de nous attribuer une hostilité systématique — peut-être nourrie de jalousie sordide — à l'égard des professeurs les plus titrés. Notre défense du « primaire », notre dénonciation du mandarinat s'inspirent d'idées et de sentiments affirmés par nombre de maîtres du Supérieur et du Secondaire. A titre d'exemple, rappelons que Jean Guéhenno — aujourd'hui inspecteur général — a défendu le projet de réforme non pour ce qu'il est, mais pour ce qu'il promet. Les anciens n'ont pas oublié que c'est un helléniste éminent : Régis Messac (mort en déportation) qui composa une brochure, au titre explosif : A bas le latin !

Roger HAGNAUER.

CE QUE NOUS REPROCHONS AU MOUVEMENT SYNDICAL FRANÇAIS ET INTERNATIONAL

par Roger LAPEYRE
Secrétaire général de la Fédération F.O. des Travaux Publics et des Transports

Nous avons dû constater avec regret que les positions prises par le bureau de la Fédération F.O. des Travaux Publics et des Transports sur un certain nombre de points concernant le drame algérien avaient été mal interprétées ; rien d'étonnant à cela car il n'est pas dans notre pouvoir d'empêcher tel organe de presse de ne prendre dans un communiqué que les termes ou idées qui lui plaisent.

Notre but est donc de rappeler, très exactement, la position fédérale dans un texte complet.

Tout d'abord il faut noter la situation relativement très forte de notre fédération en Algérie ; aux fonctionnaires et ouvriers des Ponts et Chaussées, agents essentiellement productifs et que nous groupons généralement dans une proportion de 65 à 85 % suivant les grades, il faut ajouter les travailleurs de l'aviation civile : par exemple les ateliers d'Air-France de Maison-Blanche comprennent à eux seuls 650 syndiqués des deux communautés sur un effectif de 700 auxquels viennent de se rattacher les personnels d'Air-Algérie.

Il pourrait très justement nous être reproché de n'avoir pas pris position sur les grands principes : indépendance, Algérie française, négociation, mobilisation, guerre, etc.

Mais une telle attitude a été déterminée après mûre réflexion.

Il entre dans le douloureux drame algérien trop de passion, trop de fanatisme, trop d'esprit nationaliste exacerbé pour que nous ayons pu accepter de nous départir de notre prudente mais honnête ligne de conduite : rester sur le plan strict de la défense des travailleurs, est-il besoin d'ajouter, quelle que soit leur communauté d'origine ; le syndicalisme n'a-t-il pas essentiellement pour but la recherche constante de l'émancipation économique et sociale ?

Aussi, estimons-nous, par exemple, que la position de certains de nos camarades d'Algérie n'est pas bonne quand, pour lutter contre une nationalisme d'autant plus fanatique qu'il doit d'abord se prouver à lui-même son existence, ces camarades font appel à des considérations autres que syndicalistes et forment elles aussi nationalistes puisqu'elles se réfèrent toujours et presque exclusivement à la France.

De quelle France s'agit-il en effet ? Le mouvement syndical libre français a-t-il quelque chose de commun avec la France de M. Poujade, de M. Borgeaud ou de M. Thorez, dont on sait le cas qu'il peut en faire.

Et c'est vouloir se donner de bonnes raisons que pour dénoncer des intérêts capitalistes financiers américains fort précis, l'Amérique est condamnée en bloc pour ses difficultés racistes. La bonne foi exige qu'il soit au contraire rendu un particulier hommage au mouvement syndical américain lequel, avec courage et persévérance, mène la lutte contre la ségrégation ; plus spécialement le Président Georges Meany ne manque jamais une occasion de rappeler la position syndicale conforme aux principes humanitaires du syndicalisme.

Si donc les syndicalistes ne peuvent ignorer les entités France et Amérique ils doivent, sous peine de commettre des erreurs graves de jugement, en rester sur le terrain solide où ils travaillent quotidiennement.

Cette ligne de conduite, rigoureusement appliquée par nos syndicats, entraîne pour nous l'obligation de nous en tenir strictement au domaine syndical : la matière ne manque d'ailleurs pas tant sur le plan français que sur le plan international.

Nous avons été d'autant plus encouragés à tenir cette attitude que l'essai de dialogue tenté avec M. Belaouane, président de l'U.G.E.M.A., et qui

nous avait demandé d'intervenir, a tourné court : nous n'avons jamais reçu de réponse aux questions posées par notre lettre du 12 juin 1956 (revue « Travaux publics et Transports », n° 7).

En bref, ce qui touche notre confédération F.O. et la C.I.S.L. reste l'objet de nos préoccupations.

Pour qui n'a pas peur de regarder la réalité en face, il est évident que la C.I.S.L. « tolère par nécessité » ou « méprise », selon le cas, le mouvement syndical français.

Ce qui ne veut pas dire que des dirigeants, dans toutes les grandes confédérations étrangères, n'apprécient pas le courage et la volonté des militants français qui, dans une situation difficile, prirent leurs responsabilités et surent maintenir ferme l'idéal du syndicalisme, refusant d'être le franc-tireur d'un parti totalitaire.

Il n'empêche que le secrétariat de la C.I.S.L. adopte des attitudes systématiquement méprisantes à l'égard du mouvement français.

La faute en incombe-t-elle exclusivement à la confédération française ?

Non, sans doute ; mais la vérité oblige à dire que notre mouvement, dans cette conjoncture, paie ses propres erreurs.

Qu'au cours du comité confédéral national d'Amiens, par exemple, chaque responsable, dans un débat qui ne doit pas être public, ait donné sans réticence, son point de vue : quoi de plus naturel.

Mais ceux qui représentent la pensée de notre confédération, et plus particulièrement son secrétaire général, ont-ils eu raison de rendre publique telle opinion qu'ils avaient le droit et le devoir de livrer aux membres du C.C.N. ; lancer de grandes affirmations, sans avoir réfléchi aux profondes répercussions que pourraient avoir de telles déclarations — normales pour des militants avertis, mais dangereuses quand elles sont livrées par une presse partisane dans une opinion publique passionnée — est une faute grave jugée sévèrement par les travailleurs algériens aux prises avec les difficultés quotidiennes.

Il ne fallait pas être grand clerc pour prévoir les réactions :

— d'abord les dirigeants de la C.I.S.L. ont pu considérer qu'il pouvait ne pas être tenu compte d'autres mandats puisque le secrétaire général F.O. avait fait connaître son intime opinion ;

— tout crédit était retiré au bureau confédéral au sein des syndicats d'Algérie ; le secrétaire général prié de venir s'expliquer et d'enquêter, n'a pas répondu à l'invitation fraternelle qui lui était faite.

La suite est connue : la commission exécutive désavoua pratiquement son secrétaire général, le congrès confédéral ne fit qu'accentuer le désaveu de la commission exécutive.

Entre temps, le comité exécutif de la C.I.S.L. avait d'abord admis l'Union Générale des Travailleurs Algériens (U.G.T.A.), filiale du F.L.N., malgré l'intervention pressante du secrétaire général de la confédération F.O. et vice-président de la C.I.S.L. pour décider ensuite que le congrès de l'Internationale se tiendrait à Tunis.

Pour l'histoire syndicale — et la petite histoire — il sera noté que le C.C.N. de Marseille n'a pas montré une volonté particulière de discuter du congrès de Tunis ; ce C.C.N. fut celui de la confusion et de l'esprit étriqué ; le bureau confédéral satisfait que la question algérienne ne passionne pas les débats (et ayant le règlement pour lui) et nos camarades des départements algériens estimant, de bonne foi, que le bureau était lié par les décisions du congrès confédéral.

Vint Tunis.

Les résultats sont connus : sur huit jours de

congrès, sept furent consacrés à la question algérienne.

Bien qu'il sera prétendu que les jeux étaient faits, la délégation confédérale française estima pouvoir laisser un seul de ses représentants précisément à l'instant où les décisions devraient être prises...

Accepter l'invitation des organisations syndicales algériennes afin de faire un compte rendu de mandat à Alger, il ne pouvait évidemment en être question.

Est-ce à dire que les insuffisances de la centrale française diminuent les lourdes responsabilités de la C.I.S.L. ?

Bien sûr que non, car les erreurs de la C.I.S.L. sont autrement lourdes et tragiques de conséquences pour l'autorité du mouvement syndical international.

Résumons à grand trait l'activité publique de la C.I.S.L. dans l'affaire algérienne :

— Admission de l'U.G.T.A. au sein de la C.I.S.L. et rejet de l'U.S.T.A.

— Demande non satisfaite d'enquête en Algérie.

— Protestation contre l'arrestation Ben Bella.

— Décision de tenir le congrès à Tunis.

— Reprise d'accusations de l'U.G.T.A. sur un certain nombre d'exactions et plainte auprès du B.I.T.

— Motion approuvée par des organisations de pays démocratiques, où un tour de force magistral a pu être réalisé : celui de ne pas parler d'élections libres et contrôlées (ne serait-ce qu'internationalement).

— Protestation auprès du président du Conseil contre les sévices dont sont victimes les militants de l'organisation U.S.T.A.

Parce que nous avons dit ce que nous pensions de certaines attitudes de la C.I.S.L. nous avons été accusés d'en faire le procès.

Rien n'est plus inexact, car nous nous en sommes tenus à des points volontairement secondaires. Ce procès reste à faire.

Il faut donc reprendre les divers points suivants :

1° U.G.T.A. ET U.S.T.A.

Il n'est pas besoin d'être spécialiste de questions algériennes pour savoir que l'Union des syndicats des travailleurs algériens (U.S.T.A.) a un droit d'ancienneté sur l'Union générale des travailleurs algériens (U.G.T.A.) ; c'est l'U.S.T.A. qui, la première, fit sa demande d'adhésion à la C.I.S.L.

Pour quelles raisons exactes, après un vote d'abord nul et ensuite positif, ce fut l'U.G.T.A. qui fut admise : il est difficile de le préciser.

Indifférence ? Incompétence ? Quoiqu'il en soit, le choix se portait sur le satellite du F.L.N. lequel ne peut admettre, sous aucun prétexte les discussions avec l'U.S.T.A. dont les militants se réfèrent à l'autorité morale de Messali Hadj.

La prudence et l'honnêteté exigeaient que la C.I.S.L. ne se précipite pas pour prendre une décision qui était un véritable coup de poignard pour l'U.S.T.A. dont le caractère syndical était incontestablement plus valable que celui de l'U.G.T.A., simple courroie de transmission du F.L.N.

Il eut fallu pourtant rechercher comment les effectifs de l'U.G.T.A. étaient obtenus ; on peut certes faire des gorges chaudes sur la faiblesse des effectifs F.O. dans les milieux européens ; mais comment et pourquoi sont brusquement apparus les effectifs dans les syndicats jusque-là délaissés, resteront des questions sans réponse.

Quoiqu'il en soit, à une organisation qui s'inspire de la philosophie de Messali Hadj lequel, sous tous les gouvernements, a connu la prison, la C.I.S.L. a délibérément choisi un groupement sous la dépendance stricte du F.L.N. dont une des figures les plus connues est M. Ferhat Abbas, ex-parlementaire nanti et profiteur de tous les régimes.

Ainsi était rigoureusement officialisé une organisation n'ayant de syndical que le nom, mais présentant le grand mérite de connaître la manière de se faire respecter et craindre... afin de rester le seul interlocuteur valable.

(La fin au prochain numéro).

LA C.I.S.L., F.O. ET L'ALGERIE

J'ai trouvé l'article de Finidori, dans son compte rendu du congrès de Tunis (dernier numéro de la R.P.) un peu dur pour Bothereau, en ce sens que Bothereau à Tunis ne pouvait pas donner son opinion personnelle sur l'Algérie — opinion au reste forte connue — mais qu'il était là-bas mandaté par une organisation qui — comme toute organisation française — est très divisée sur la question.

En fait, Bothereau s'est abstenu dans la résolution qui n'est pas très méchante et qu'un très grand nombre de syndiqués F.O. auraient votés puisqu'elle se contente d'indiquer la suppression de la liberté syndicale en Algérie, le droit de chaque peuple à se forger sa propre destinée et d'appeler les combattants à un cessez-le-feu, « dans le cadre de l'amitié franco-algérienne ».

On ne peut être plus modéré... Mais cela n'a pas empêché l'U.D. F.O. d'Oran, par exemple, de sortir un nouveau couplet anti-algérien où l'on se réjouit des difficultés économiques du Maroc et de la Tunisie (!) et où l'on attaque Bothereau en ces termes : « L'U.D. F.O. regrette profondément que le représentant français près de l'Exécutif international n'ait pas cru devoir voter contre la proclamation de la C.I.S.L... mais s'abstenir. »

La question qui se pose est donc celle-ci : Au delà de l'abstention, par qui sera influencée la confédération F.O. ? Par ceux qui — involontairement peut-être mais certainement en fait — maintiennent le régime colonialiste ou par ceux qui veulent que soit entendu un langage un peu plus raisonnable et un peu plus internationaliste ? Mais je pense que ces derniers ne crient pas assez fort...

M. CHAUSSE.

A travers les

LIVRES

DU BOLCHEVISME (1)

par MICHEL COLLINET

Michel Collinet a vécu depuis trente ans une expérience parallèle à la nôtre, avec quelque décalage dans le temps et dans l'espace. Mais tandis que nous subissons une sorte de révélation progressive, et qu'à chaque étape importante, nous laissons tomber des commentaires occasionnels et empiriques, lui a voulu se fixer à chaque coude de la vallée, explorer le sous-sol, revenir à la source, même à la nappe souterraine. Les titres de ses livres en portent témoignage : **La tragédie du marxisme. Essai sur la condition ouvrière. Esprit du syndicalisme.**

On peut sans doute discuter les conclusions de ces études — mais on ne peut négliger celles-ci.

C'est avec le même intérêt qu'on lira la dernière œuvre de Collinet : **Du bolchevisme : évolution et variations du marxisme-léninisme.** Non pour en dégager une doctrine, des thèses systématiques, pas même une philosophie de l'Histoire. Des matériaux pour un débat essentiel.

Les lecteurs de la « R.P. » sont suffisamment préparés à cette redoutable prise de conscience. Depuis trente-trois ans, ils ont avancé, à pas de plus en plus rapides, sur cette steppe qui s'étend d'un Panthéon délabré au charnier et au camp d'extermination. Le plus dur c'est de refaire le chemin en sens inverse, de revenir au point de départ avec Collinet, de chercher sous les enthousiasmes congelés d'avant-hier, le fil qui mène aux écroulements d'hier et au néant d'aujourd'hui.

Et cependant nous n'aurons rien tiré des quarante ans d'une monstrueuse et infernale expérience, si nous ne tentons pas, par une révision rétrospective, d'en fixer les caractères essentiels.

(1) Editions du Livre contemporain.

Collinet porte d'ailleurs le point de départ au début du siècle. Disciple particulièrement respectueux du marxisme le plus orthodoxe, Lénine conçoit dès 1903 une idéologie dont le parti qu'il construit avec une stricte rigueur n'est que l'agent d'exécution.

Appliqués au pays où les concentrations industrielles surgissent tout équipées en quelques points d'un empire encore féodal, les postulats marxistes se traduisent en une technique insurrectionnelle de prise du pouvoir. A l'Eglise marxiste de Kautsky, dont les clercs doivent non « forcer l'Histoire, mais la rendre consciente aux masses populaires », Lénine également convaincu de la nécessité d'une conscience socialiste extérieure à la réalité ouvrière, substitue un ordre militaire restreint où le clerc est remplacé par le soldat.

De l'idéologie à la pratique jusqu'à la prise du pouvoir. Celle-ci consommée, le bolchevisme devient « une puissance maniant une idéologie » et né tout armé dans le cerveau de Lénine, s'identifie ensuite totalement à Staline.

Tout s'explique par cette « inversion » fondamentale. La dictature ne peut durer qu'en adaptant ses actes « aux constantes nationales ». L'abandon du communisme de guerre, l'instauration en 1921 par Lénine de « la nouvelle politique économique » s'explique par une « réaction pratique à l'expérience de la dictature. La théorie intervient après coup pour justifier le tournant.

Mais dès la mort de Lénine, il y a contradiction fondamentale entre les termes de la théorie et la réalité des actes. Un langage révolutionnaire est porté par une propagande conservatrice, n'ayant pas d'autre objet que de consolider le pouvoir établi. Sous les successeurs de Staline, ce ne sont plus que propos de perroquets, sans rapport avec le contenu du discours.

C'est-à-dire que plus rien n'existe en réalité des thèses ou des « mythes » de Lénine.

Celui-ci avait cru sincèrement à la nécessité d'un Etat révolutionnaire, de la dictature du prolétariat ; et il s'était rallié à la formule des « Soviets » parce qu'il y voyait l'accomplissement de sa thèse. Or, s'il y a toujours formellement des « Républiques soviétiques », les Soviets y ont disparu.

Lénine avait voulu par la Révolution en Russie, alors que le préalable marxiste d'un épanouissement capitaliste n'y était pas réalisé, saisir la chaîne impérialiste en son maillon le plus faible ; mais comme Trotsky, il n'a pas cessé de proclamer que la réalisation du socialisme ne pouvait aboutir en la seule Russie et qu'elle postulait la Révolution mondiale. Staline a imposé au contraire la théorie du « socialisme dans un seul pays », lui et ses successeurs ont utilisé l'idée antiimpérialiste, comme un moyen de combat contre les puissances rivales et une couverture pudique pour leur propre impérialisme.

Lénine est demeuré fidèle à la lutte des classes, moteur marxiste de toutes transformations politiques, mais en identifiant arbitrairement le parti et l'avant-garde ouvrière. Depuis sa mort, tout acte diplomatique ou militaire du gouvernement de Moscou est qualifié d'acte de lutte de classes. Le même processus a remplacé l'action révolutionnaire du bolchevisme primitif par l'action militaire de l'armée soviétique.

Il est difficile d'établir que Lénine s'accordait avec tous les grands théoriciens socialistes et concevait le socialisme comme l'établissement de nouvelles relations sociales, conformes à un idéal aujourd'hui plus que séculaire.

C'était sans doute ce qu'il espérait avant la prise du pouvoir. Ses derniers avertissements, avant sa mort, traduisaient ses craintes du « bureaucratisme » sans exprimer nettement son souci du « mieux-être » ouvrier.

La question ne se pose plus sous Staline et ses successeurs. Que ceux-ci cèdent plus ou moins facilement aux pressions populaires, ils n'en sont pas moins les représentants d'un système « conservateur, autarcique et impérialiste ». Leur étatisme, qu'il aboutisse à la collectivisation de l'agriculture ou impose la priorité de l'industrie lourde, apparaît de plus en plus comme un système se suffisant à lui-même et n'ayant pas d'autre but que de se consolider.

Rien ne reste donc de la théorie du bolchevisme, rien que l'idée-force d'un parti monopolisant le pou-

voir. Et toutes les démonstrations de Collinet, basées sur de scrupuleuses interprétations des événements décisifs, aboutissent à ce caractère essentiel, **exclusif aujourd'hui**, du « marxisme-léninisme ».

Collinet a terminé son livre en décembre 1956. Le massacre du peuple hongrois jette une lueur fulgurante sur sa conclusion. Et même si nous réservons encore notre jugement sur l'origine du bolchevisme, sur la filiation entre Lénine et Staline, nous approuvons sans réserves le verdict de Collinet, contre les assassins des révolutionnaires hongrois. N'est-ce pas d'ailleurs la preuve la plus convaincante que, trahi par les idéologues, le socialisme survit par la spontanéité des rébellions populaires, menées dans tout l'empire stalinien, par une jeunesse qui n'ayant connu que la **pratique** totalitaire, a liquidé d'un coup le verbalisme socialiste imposé par les clercs et les soldats de la dictature. — R. H.

Cercle Zimmerwald

La Conférence de H. Rolland sur l'Italie ouvrière

Parler de la situation du mouvement ouvrier en Italie constitue une entreprise difficile pour celui qui s'est trouvé à l'étranger pendant longtemps. Le fait que je sois Italien d'origine et que je vienne de passer plusieurs semaines dans le pays ne me donnent pas qualité pour traiter du problème ouvrier, ou de toute autre question, avec autorité. Tout ce que je puis faire est de communiquer mes impressions : celles d'un homme revenant à son pays natal après de longues années d'absence. Les fréquentes visites effectuées au cours des dernières années ont été trop rapides pour qu'elles m'aident à dominer la complexité de la vie économique et politique de la péninsule. Des entretiens menés avec de très nombreux Italiens, appartenant ou non aux divers partis et aux fractions innombrables de ces partis, j'ai eu l'impression qu'il n'existe plus en Italie de parti, qu'il soit de gauche ou du centre, intéressé à transformer fondamentalement la structure de l'Etat politique ou celle de l'économie.

C'est au moment où se célébrait le X^e anniversaire de la fondation de la République que s'annonçait la crise la plus curieuse — pour employer un adjectif lénifiant — au sein du gouvernement. Le nouveau gouvernement ne pouvait obtenir l'accord des Chambres sans le soutien des ennemis les plus déclarés de la loi : les Monarchistes et les Fascistes. Ces deux groupes n'hésiteraient pas à lancer le pays dans les aventures les plus désastreuses dans l'espoir de reconquérir le pouvoir. Il m'apparaît que le vieux système monarcho-fasciste de l'Etat n'a pas subi de transformations lors de l'avènement de la République et de la proclamation de la nouvelle Constitution. Plusieurs lois fascistes demeurent en vigueur, sans parler du code monarchiste, dont le contenu fleurit souvent les temps des Bourbons.

Avec l'exception de la période du fascisme, il faut tenir compte que l'agitation socialiste a été menée pendant soixante ans, tant dans le domaine politique que sur le terrain économique. Et quand je parle d'agitation socialiste, je pense à tous les groupements de gauche, depuis les socialistes les plus pâles jusqu'aux communistes et aux anarchistes, aux courants politiques comme aux organisations syndicales. Sans compter qu'à cette série de réformateurs sociaux et de révolutionnaires il faudrait ajouter dans une grande mesure l'élément républicain, avec le parti et les petits groupements.

Quelles transformations fondamentales ont provoquées toutes ces années d'efforts socialistes et ouvriers ? L'Italie reste aujourd'hui, aux côtés des pays situés au delà du rideau de fer et de l'Espagne, le pays le plus antidémocratique d'Europe. Antidémocratique au point que parfois les décisions des Cours Constitutionnelles elles-mêmes sont négligées par le pouvoir arbitraire de la police. De plus, l'intervention de l'Eglise dans chaque aspect de la vie n'a jamais été aussi grande qu'aujourd'hui. On dit, et c'est une indiscutable réalité, qu'il y a en Italie au moins dix millions d'habitants — sur cinquante

— qui subissent le pouvoir du clergé. La tradition républicaine, la tradition de l'ensemble du mouvement socialiste ont toujours été opposées à l'Eglise. Et maintenant, depuis la « Libération », depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, le pouvoir de l'Eglise s'est renforcé sans frein.

Le Traité de Latran, signé par Mussolini pour des raisons de tactique politique, a été maintenu intact par les rédacteurs de la Constitution et est devenu partie intégrante de la législation du nouvel Etat républicain. Un très petit nombre d'hommes courageux ont osé s'opposer au pouvoir croissant du clergé, et l'on peut dire qu'actuellement ceux qui ont le courage de se dresser contre ce pouvoir publiquement sont moins nombreux encore. Il apparaît que ce qui anime la plupart des hommes politiques est le désir d'accéder à des fonctions de pouvoir ; de là la facilité avec laquelle beaucoup acceptent de s'entendre avec l'Eglise. Nul ne sera surpris de voir comment les communistes s'ingénierent sans honte et par les voies les plus tortueuses, à rendre leur parti acceptable par l'Eglise, mais il est plus étonnant d'observer l'attitude d'un secteur de la presse et d'une partie des dirigeants socialistes de gauche qui affirment qu'il n'est pas de conflit fondamental entre le socialisme et l'Eglise qui ne puisse être réglé. On peut en déduire qu'au cas où les socialistes obtiendraient l'autorisation de gouverner de la part des milieux d'Eglise, ce serait encore l'Eglise qui tirerait les ficelles des marionnettes. En revanche il suffit de regarder le niveau du système scolaire public (la plupart des enfants sont obligés de quitter l'école à l'âge de 11 ans, après la 5^e élémentaire), pour constater que l'éducation a été conçue de façon à ne permettre qu'à quelques privilégiés d'atteindre les sommets.

Sur ce thème et sur d'autres problèmes qui intéressent le « petit peuple », des Italiens ont écrit des articles nombreux et courageux. L'économiste Ernesto Rossi a mené une guerre individuelle contre les tares du régime italien actuel. Ces campagnes ont eu leurs échos au Parlement. Mais ensuite ? Rien ou peu de choses en est sorti.

Revenons-en au mouvement ouvrier. Le mouvement syndical italien est-il plus fort qu'à l'époque pré-fasciste ? Si l'on tient compte de ce que les organisations syndicales se trouvent plus que jamais contrôlées par les partis politiques, il faut en conclure que le mouvement ouvrier était plus sain avant le fascisme. Il existait du moins à cette époque l'Union Syndicale Italienne, le Syndicat des Cheminots et de nombreuses Bourses du Travail qui ne relevaient d'aucun parti politique. Même si ces organisations n'étaient pas fortes numériquement, l'activité de leurs membres et de leurs animateurs était telle qu'elle maintenait éveillés les syndicats conservateurs plus puissants. On peut expliquer la main-mise totale des partis politiques sur le mouvement syndical par le déclin de l'influence anarcho-syndicaliste, autrefois sensible, et à la décadence du mouvement anarchiste en général.

Presque tout le monde reconnaît en Italie que la subordination du mouvement syndical aux partis politiques est regrettable. Le destin politique des chefs de partis qui sont en même temps chefs syndicaux, ou qui sont intimement liés aux syndicats est toujours l'objet d'une attention particulière. Les intérêts des masses laborieuses passent au second plan, quand ils ne sont pas négligés, dès lors que les perspectives des directions et des partis sont solidaires. Tout dernièrement il a été question de réunifier le mouvement syndical, avec la garantie d'une certaine indépendance envers les partis politiques. On voudrait voir se réaliser ce projet pour se convaincre de sa possibilité... L'idée de voir un quelconque des partis actuels — depuis les chrétiens démocrates jusqu'aux socialistes de gauche et de droite, jusqu'aux communistes — relâcher tant soit peu leur emprise sur les masses organisées paraît presque inconcevable. Cela signifierait que les chefs ouvriers renonceraient à utiliser les organisations syndicales à des fins politiques, et qu'ils abandonneraient toute fonction politique.

Qui peut imaginer, présentement, ou dans un avenir plus ou moins éloigné, les dirigeants politico-syndicaux italiens renoncer à leurs multiples privilèges afférant aux fonctions politiques, et notamment aux sinécures du Parlement et du Sénat ? S'il y avait la moindre velléité de leur part de prendre ce chemin, ils commenceraient par obtenir

la réduction du nombre des représentants aux deux Chambres, au lieu d'en exiger l'augmentation. D'autres nations, dont la population est beaucoup plus importante, comme les Etats-Unis par exemple, possédant plus de trois fois le nombre d'habitants de l'Italie, s'en tirent avec 432 membres à la Chambre des Représentants et 96 sénateurs. En Italie, il y a 609 députés et 230 sénateurs. Cela me semble un poids mort excessif pour les épaules du peuple italien....

J'ai signalé le déclin de ce qui fut autrefois un mouvement anarchiste fort et prometteur. Cette décadence mériterait une étude particulière. Il a souvent été dit que le peuple italien avait une mentalité anarchiste naturelle, mais aucune preuve évidente n'existe pour étayer cette opinion. Ce qui existe chez la plupart des Italiens c'est un grand mépris pour tout ce qui est légal, mais cela ne signifie pas qu'ils soient anarchistes pour autant, que ce soit sur le plan philosophique ou pratique. Il existe une sorte de rébellion chaotique qui s'explique par des raisons historiques et économiques, mais non par des convictions. Trop souvent ces deux éléments ont été confondus volontairement. Les uns ont estimé utile de montrer que l'anarchisme signifiait le désordre ; d'autres que le mouvement lui-même est dangereux ; et les anarchistes qui sont victimes de la définition courante du « désordre » ont entretenu l'illusion de faire partie d'un vaste mouvement.

C'est sans doute la raison pour laquelle ce qui reste du mouvement aime tant vivre dans le passé. Avec la disparition de Malatesta, puis peu après celle de Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste italien a perdu ses deux animateurs les plus respectés. Tous deux défendaient la conception d'un mouvement bien organisé et responsable, participant aux organisations ouvrières. Sans doute leur mort marque-t-elle le début d'une décadence rapide d'un courant auquel ils avaient consacré entièrement leur existence. Je crois qu'une autre raison, plus fondamentale, a contribué à cette décadence : l'absence d'une forte organisation enracinée dans le mouvement syndical. Le grand défaut du mouvement anarchiste italien se trouve dans le fait qu'il n'a jamais été capable de se construire une organisation durable. Même à l'époque de sa poussée il était l'œuvre de franc-tireurs. De nombreux dirigeants anarchistes et de nombreux militants semblaient plus intéressés par ce que les autres faisaient mal que par ce qu'ils ne faisaient pas eux-mêmes. Inutile d'ajouter que le mouvement perdit beaucoup de ses énergies comme conséquence d'inévitables querelles intérieures.

Immédiatement après la guerre, le mouvement traversa une période de regain en force et en prestige, mais elle fut de courte durée. En dehors de son manque d'organisation, il souffrit de l'absence de nouveaux adhérents et d'une pénurie quasi complète de jeunes éléments. Le peuple, et plus particulièrement les jeunes, ne vit plus d'espoirs éphémères ; ils désirent des buts dont la réalisation puisse être atteinte au moins partiellement, au cours d'une vie d'homme. Le sentiment qui domine est que chacun vit dans la société présente, bonne ou mauvaise, et qu'il ne faut pas vivre à l'écart, en attendant que le but final soit atteint d'un seul coup.

L'Union Syndicale Italienne, les Cheminots, d'autres organisations à base économique, répondirent autrefois au besoin d'affronter les problèmes immédiats des masses ouvrières. Aujourd'hui, seuls les politiciens occupent le terrain, et la classe ouvrière continuera à servir de ballon pour les hommes et les partis qui luttent pour le pouvoir. L'Italie vit une période de conformisme. Les non-conformistes se font de plus en plus rares. Les jeunes sont plus spécialement victimes de cette situation. Combien de temps durera cette période ? Nul ne le sait. Tout ce qu'il est possible d'affirmer c'est que la pensée humaine ne demeure pas indéfiniment prisonnière dans sa prison du conformisme. Un jour, quelque part, d'une certaine façon, de nombreux hommes et de nouveaux mouvements surgiront, peut-être sous de nouveaux noms et sous les dehors de nouvelles philosophies, mais engagés dans le même effort vers plus de progrès et vers l'émancipation. Mais je ne pense pas qu'en aucune façon les futurs mouvements suivront les sentiers du passé.

LES FAITS DU MOIS

JEUDI 22 AOUT. — Les Occidentaux proposent à la Conférence du désarmement de suspendre pendant deux ans les expériences nucléaires.
Les dirigeants syriens affirment que leur pays n'est pas un satellite de l'U.R.S.S.

VENDREDI 23 AOUT. — La General Motors refuse la proposition de Walter Reuther sur la diminution des prix de vente.

SAMEDI 24 AOUT. — Le Roi Séoud invite le président de la République syrienne et le président Nasser à une rencontre à Riad.
En Algérie, violent engagement près de Mac-Mahon.

MARDI 27 AOUT. — On annonce le lancement d'une fusée balistique intercontinentale soviétique.
Au sous-comité du désarmement, M. Zorine, délégué soviétique, repousse les propositions occidentales, en termes violents.

MERCREDI 28 AOUT. — Grave défaite militaire communiste en Birmanie.
Le gouvernement français décide le blocage général des prix industriels au 31 juillet.
A Genève, négociations franco-égyptiennes.
Aux Etats-Unis, la loi sur les droits civiques des Noirs est votée.
Le siège de sénateur de Mac-Carthy revient à un démocrate.

VENDREDI 30 AOUT. — Vote en Corée du Nord : 99 % des voix pour le gouvernement.

SAMEDI 31 AOUT. — Constitution de la Fédération malaise.

DIMANCHE 1^{er} SEPTEMBRE. — Grave incident à la frontière algéro-tunisienne.

LUNDI 2. — Manifestation publique anticommuniste dans l'Etat de Kérala (Inde) placée sous gouvernement communiste.
— Ouverture du congrès des Trade-Unions à Blackpool.
— Appel du S. N. des Instituteurs aux autorités françaises et aux responsables de la rébellion algérienne.

MARDI 3. — Note de l'U.R.S.S. sur le Proche-Orient.
— Le Conseil de la Fédération Nationale des Syndicats Agricoles se prononce contre la politique du gouvernement.

MERCREDI 4. — Le parti ouvrier unifié de Pologne sans nier le droit de grève s'oppose à cette forme inopportune de lutte.
— Grèves de 4 heures pendant 2 jours dans les transports en commun de Rome.
— Le Conseil National de la Confédération du patronat s'élève contre le blocage des prix.

JEUDI 5. — Le gouverneur de l'Arkansas (USA) malgré les décisions de la Cour Suprême, fait appel à la troupe pour maintenir la ségrégation scolaire.
— Grève dans les chantiers navals de Bilbao (Espagne).
— Note de l'URSS qui proteste contre les projets militaires d'alliance franco-israélienne.
— Le Congrès des Trade-Unions pour la coopération avec la zone du libre-échange.

SAMEDI 7. — Le Congrès des Trade-Unions pour la suspension des expériences nucléaires.
— Mise en garde du Comité d'Entente des anciens combattants d'Algérie contre tout projet de loi-cadre sur l'Algérie.
— Ajournement sine die des travaux du sous-comité de désarmement de Londres.
— La commission internationale des juristes déclare injustifiée l'intervention soviétique en Hongrie et illégal le gouvernement Kadar.

MARDI 10. — Le président polonais Gomulka arrive à Belgrade.
Etat d'urgence à la frontière algéro-tunisienne.
Malgré la décision du juge fédéral le gouverneur de l'Arkansas (USA) persiste à interdire l'école de Little-Rock aux élèves noirs.
Examen de l'affaire hongroise à l'assemblée de l'O.N.U.

MERCREDI 11. — Grève de 48 heures dans les boulangeries.

VENDREDI 13. — Accord entre les trois syndicats de métallurgistes de Nantes.

SAMEDI 14. — L'O.N.U. condamne l'intervention soviétique en Hongrie par 60 voix contre 10 (dont la Yougoslavie) et 10 abstentions (9 membres du groupe afro-asiatique et la Finlande).

DIMANCHE 15. — Elections en Allemagne occidentale : le parti chrétien démocrate avec 50,2 % des voix gagne 2.500.000 voix sur 1953 ; le parti social démocrate avec 31,7 % des voix en gagne 1.500.000.

MARDI 17. — Coup d'Etat militaire dans le Thaïlande.
Déclaration polono-yougoslave.
Elections syndicales en Espagne.

MERCREDI 18. — Conseil national du Parti socialiste à Puteaux.

JEUDI 19. — Manifestation à Nantes des ouvriers de la métallurgie et du bâtiment.
Par 2.970 mandats contre 656 et 132 abstentions, le Conseil national socialiste approuve la loi-cadre pour l'Algérie.

VENDREDI 20. — Hausse du taux d'escompte de la Banque d'Angleterre.
Grèves tournantes aux chantiers navals de St.-Nazaire.

SAMEDI 21. — Accord à la « table ronde » des chefs de groupes politiques sur le projet de loi-cadre.

MARDI 24. — A Little-Rock (USA) violentes manifestations contre la présence d'élèves noirs dans le lycée central.
La Fédération des maires de l'Algérois se prononce contre la loi-cadre.
Le chef F.L.N. de la zone d'Alger arrêté dans la Casbah.

MERCREDI 25. — Des parachutistes de l'armée fédérale sont arrivés à Little-Rock (USA) pour assurer le respect de la loi fédérale interdisant la ségrégation scolaire.

VENDREDI 27. — Le gouvernement pose la question de confiance sur la loi-cadre pour l'Algérie.

SAMEDI 28. — Grève de 24 heures en Argentine (50 % de grévistes).

LUNDI 30. — Le gouvernement démissionne, étant mis en minorité sur la loi-cadre par 279 voix contre 253.

Pour vous libérer des slogans sur l'Extrême-Orient

LISEZ

LA CHINE

Ses trois millénaires d'histoire

Ses cinquante ans de révolution

par Robert LOUZON

400 francs franco

Pour vous libérer des mensonges du totalitarisme

LISEZ

Pourquoi et comment se bat la Hongrie ouvrière

(Documents hongrois authentiques

Avant propos de Louis MERCIER)

L'exemplaire : 50 fr. — Colis de 20 : 500 fr.

Pour vous libérer de la corruption bourgeoise

LISEZ

Refus de parvenir

de A.-V. JACQUET

650 francs

Adresser les commandes à LA REVOLUTION PROLETARIENNE